

L'ACTION FRANÇAISE

5 2 0 0 0

4 € | N° 2823 | 65^e année | Du 1^{er} au 14 septembre 2011 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | www.actionfrancaise.net

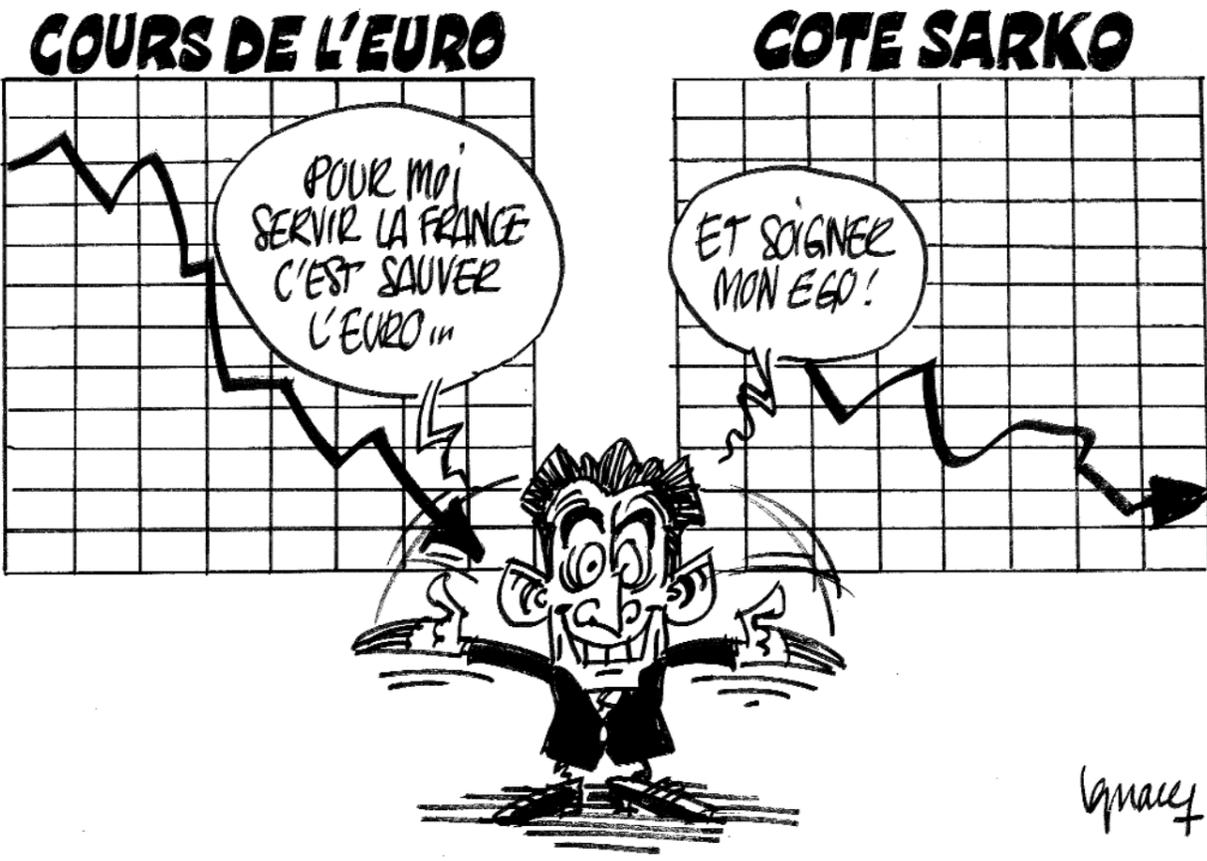


La priorité : servir la France

Page 3

L'ESSENTIEL

- ✓ ÉCONOMIE
 - Crise de la dette : la solidarité européenne mise à mal p. 2
- ✓ POLITIQUE
 - Retour sur le cas DSK p. 4
- ✓ SOCIÉTÉ
 - Benoît XVI et la jeunesse de Dieu p. 5
 - Médias : un code d'éthique en sursis p. 6
- ✓ MONDE
 - Évasion fiscale : le jeu gagnant de la Suisse p. 7
 - La Syrie tombera-t-elle ? p. 8
 - Libye : vers une situation à l'irakienne ? p. 9
- ✓ ARTS & LETTRES
 - La jeunesse d'Hemingway p. 10
 - Gens et livres de mer p. 11
- ✓ HISTOIRE
 - Honneur et fidélité : la Légion s'expose p. 12
 - Présence de Bainville p. 12
- ✓ IDÉES
 - Tocqueville : l'irrésistible démocratie p. 13
- ✓ POUR UN JEUNE FRANÇAIS
 - Bande dessinée : à l'école du Schtroumpfissime p. 14
 - Léon de Montesquieu : qu'est-ce qu'un pouvoir absolu ? p. 14



Confession de rentrée

JE PENSE que vous êtes comme moi, que la campagne présidentielle qui s'annonce vous est odieuse. Vous savez qu'il n'y a rien à en espérer, vous connaissez la nullité de ces cycles de sept ou de cinq ans. Un kitsch navrant transpire de ces débats. De l'extrême gauche à l'extrême droite, rien n'a résisté à l'effondrement des idéologies. Vous n'en professez aucune. Tant mieux. Vous avez pour mérite de rappeler à qui veut l'entendre que la nation existe, fait intangible, et qu'il s'agit de la sauver en rétablissant le roi. Je vous dois une confession. C'est à huit ans, alors que je collectionnais d'assez belles vignettes représentant les rois de France, que j'ai découvert en ouvrant un

Larousse à la notice sur Louis XVI : « *roi de France mort guillotiné* ». Personne ne me l'avait dit. L'inexistence avérée du Père-Noël ne me sembla pas plus rude. Ce fut le second choc de ma vie. Je descendis quatre à quatre les marches de l'escalier, mon père me confirma la nouvelle, le roi avait été guillotiné. De ce jour, je n'ai cessé de penser que cela ne devait pas se terminer ainsi. Au romantisme du petit garçon, j'ai rajouté la raison de la politique, mais la même émotion m'étreint lorsque dix jeunes gens lancent à l'unisson un "vive le roi" qui retentit comme le plus familier des cantiques. On n'a jamais crié "vive le président de la République". On n'a jamais vibré à cette invocation car au fond nous n'ignorons pas l'absence de chair, d'incarnation, le dessèchement démocratique qui étouffe nos ambitieux à courte vue. Bien plus qu'un programme, nous n'avons

qu'une espérance qui peut se décliner en trois points. Nous voulons retrouver la grandeur qui manque à notre pays, défendre notre économie comme notre langue sans négliger nos savoir-faire, sans oublier cet incroyable littoral qui nous place comme un isthme européen. Nous voulons le beau. Nous en avons assez de la laideur démocratique, de l'uniformisation des villes comme des campagnes, de la disneylandisation de notre territoire. Enfin nous réclamons la joie. Pas une joie de commande comme dans les démocraties populaires. Rien de tout ce qu'on vous propose ne ressemble à la joie. Vous voyez comme nos amis démocrates sont tristes, la joie n'est pas dans leur camp. Charrette n'a pas fini de se faire entendre : « *Madame, Monsieur, sommes toujours, sommes encore la jeunesse du monde.* » □

Marc Savina



□ CRISE DE LA DETTE

La solidarité mise à mal

Soumis aux pressions des opinions publiques, les gouvernements européens se montrent incapables de parler d'une seule voix, révélant la fragilité d'une illusoire solidarité budgétaire.

L'euro a-t-il été créé dans la précipitation ? C'est, apparemment, l'opinion du président de la République. Le 16 août, à l'issue d'une rencontre avec le chancelier allemand, il a déploré que la monnaie unique ait été établie « sans prévoir au préalable l'harmonisation des compétitivités » - tâche à laquelle il prétend désormais s'atteler. À moyen terme, un impôt sur les sociétés harmonisé de part et d'autre du Rhin pourrait symboliser la convergence accrue des économies européennes.

Une intégration ambiguë

Chantre de l'"intégration", Nicolas Sarkozy se défend néanmoins de toute velléité fédéraliste : « L'Europe des vingt-sept et bientôt des trente [...] ira de plus en plus vers la confédération », a-t-il annoncé. La nature du futur « gouvernement économique » de la zone euro pourrait le confirmer - du moins formellement : selon le vœu de Paris et Berlin, en effet, cette responsabilité ne serait pas confiée à la Commission européenne, mais à la réunion des chefs d'État ou de gouvernement. Quant à la mutualisation des dettes publiques, elle apparaît pour l'heure exclue. « Cela consisterait à garantir par [notre] triple A la dette de tous les pays de la zone euro », a expliqué le chef de l'État. « Cela voudrait donc dire que nous garantirions la totalité de la dette sans avoir la maîtrise de la dépense et de la création de la dette », a-t-il prévenu. Or la priorité est donnée au respect de la discipline budgétaire, que serait censée garantir l'adoption, d'ici l'été 2012, d'une "règle d'or" par les dix-sept États membres de la zone euro. En vertu



La BCE est accusée d'affaiblir « les fondements de la responsabilité budgétaire ».

d'une telle disposition, les lois de finance annuelles seraient soumises à un objectif de retour à l'équilibre budgétaire. « Cela ne dépend pas que du droit européen », a souligné Angela Merkel. « Incrire cela dans son droit national, c'est la meilleure façon de nous engager », a-t-elle déclaré. D'autant qu'en cas de manquement « la plus grande sanction ne viendrait pas [...] de la Commission mais de l'intérieur ».

Hochet présidentiel

Un consensus transpartisan vient d'être négocié en Espagne afin de modifier la constitution en ce sens. En France, « un certain

nombre de personnalités qui n'appartiennent pas à la majorité ont déjà fait savoir qu'[elles] étaient favorables à l'adoption de cette règle », a assuré le président de la République. Peut-être se feront-elles davantage entendre après la primaire socialiste ? À l'approche de l'élection présidentielle, la tentation est d'autant plus grande d'instrumentaliser le débat. Y compris à droite, où l'on pourrait fort bien s'accommoder de l'opposition socialiste, censée souligner, par contraste, le sens des responsabilités propre à l'UMP. C'est dire combien les calendriers électoraux et autres calculs politiques interfèrent dans les négocia-

tiations internationales. Au risque de faire capoter les tentatives de résolution de la crise des dettes souveraines. « Devoir mettre la main à la poche pour sauver la Grèce endettée ne semble faire ni chaud ni froid aux Français », constatait le *Courrier international* en juillet dernier. En fait, ils feraient « rarement le lien entre l'argent du gouvernement et leur impôt », selon *The Economist*. Quoi qu'il en soit, comme le rappelait le magazine britannique, « chez tous les autres pays créateurs de la zone euro [...], le coût de ces sauvetages a fait l'objet de débats animés ». Confronté à la pression des Vrais Finlandais, Helsinki s'est distingué en exigeant d'Athènes des garanties bilatérales en échange de sa participation au plan de soutien présenté le 21 juillet. « Dès le lundi 22 août, Moody's a expliqué que "l'accord entre la Grèce et la Finlande, en lui-même de faible ampleur, n'en est pas moins très significatif" », rapporte *Euractiv*. « La solidarité européenne ne serait ainsi pas sans faille. » En dépit de l'interdépendance des économies, autant dire qu'elle repose sur du sable !

Controverse à Francfort

Alors que les emprunts d'État rachetés par la Banque centrale européenne dépassent désormais les 100 milliards d'euros, *La Tribune* signale que le président de la République fédérale d'Allemagne, Christian Wulff, a fustigé une pratique « contestable juridiquement ». Quant à la Bundesbank, si l'on en croit *Les Échos*, elle aurait critiqué « avec une ardeur peu commune » l'esquisse d'une solidarité budgétaire européenne. Celle-ci est accusée d'affaiblir « les fondements de la responsabilité budgétaire en zone euro et la discipline des marchés de capitaux, sans qu'en contrepartie les possibilités de contrôle et d'influence sur les politiques financières nationales aient été sensiblement renforcées ». La cacophonie aidant, les tensions semblent appelées à durer sur les marchés obligataires. ■

Grégoire Dubost

» MARCHÉ CHINOIS

Au deuxième trimestre 2011, la Chine est devenue le premier marché mondial du PC, dépassant les États-Unis en volume comme en valeur. En 2009, l'empire du Milieu s'était déjà hissé en tête des marchés automobiles mondiaux.

» SNCF À L'ÉTRANGER

La RATP vient de s'offrir le tramway de Manchester ; ce faisant, elle renforce son implantation au Royaume-Uni, où elle comptait déjà plus de 3 000 salariés. De son côté, Vinci va participer à la construction des infrastructures d'un nouveau métro qatari. Quant à la SNCF, elle doit répondre à l'appel d'offre pour la création d'une ligne à grande vitesse entre Moscou et Saint-Petersbourg ; d'ores et déjà, elle réalise à l'étranger 25 % de son chiffre d'affaires.

» FIBRE SOUS-MARINE

La Bretagne sera bientôt directement reliée à l'Afrique du Sud, via 17 000 kilomètres de fibre optique sous-marine. Maître d'œuvre du projet, Alcatel Submarine Networks « fournit et pose des câbles pour de grands consortiums qui investissent dans le renforcement des liaisons intercontinentales mais aussi pour des opérateurs télécoms souhaitant s'équiper d'un câble pour leur propre usage. C'est le cas du câble Perth-Singapore qui va permettre à un opérateur de la côte ouest de l'Australie d'être moins dépendant des liaisons via Sydney. » (*La Tribune*, 02/08/2011)

ÉTATS-UNIS

Standard & Poor's sonne le tocsin

LE COUPERET est tombé le 5 août : ce jour-là, Standard & Poor's a annoncé la baisse d'un cran de la note souveraine des États-Unis. Une décision justifiée par « la profonde division politique » observée outre-Atlantique, selon Jean-Michel Six, le chef économiste Europe de l'agence de notation. Cela « mène à une impasse et a empêché un règlement réel du problème de la dérive budgétaire fédérale », a-t-il déclaré aux *Échos*. Auparavant, Zhou Xiaochuan, le gouverneur de la banque centrale chinoise, avait encouragé Washington à prendre des me-



sures « concrètes et responsables » pour stabiliser son marché obligataire. Sans doute Pékin n'est-il pas le seul à s'inquiéter. « Avec la baisse du rating de la dette publique américaine, tout [un] équilibre est remis en question », analyse Frédéric Gonand, professeur associé à Paris-Dauphine. « La rareté croissante des actifs relativement sûrs dans lesquels puisse s'investir l'épargne des pays asiatiques constitue un facteur d'instabilité financière mondiale important », a-t-il prévenu dans *La Tribune*. □

BRÉSIL

Dilemme économique

CONFRONTÉ à la stagnation de sa production industrielle, le Brésil a lancé un vaste programme censé relancer sa compétitivité. Parmi les mesures présentées le 4 août par *La Tribune* figurent une moindre imposition des entreprises, l'obligation pour les contrats publics de profiter pour 25 % aux produits et services nationaux, une délivrance plus stricte des licences d'importation... Ce faisant, d'ici trois ans, le président Dilma Rousseff espère accroître de 1,36 à 1,60 % la part du Brésil dans les exportations mondiales. Son plan n'en demeure pas moins controversé. « Ses détracteurs



rappellent que l'importation de produits à bas prix permet de calmer l'inflation, qui a atteint 6,75% en rythme annualisé en juillet », explique notre consœur Virginie Mairet. « Or, c'est pour assagir la hausse des prix que le gendarme monétaire vient d'annoncer une nouvelle hausse des taux d'intérêts, à 12,5%, les plus élevés du monde. Et ce sont justement ces hauts rendements qui attirent les capitaux étrangers, dopant le real aux dépens de la compétitivité brésilienne. » Un vrai casse-tête ! □

— L'ACTION FRANÇAISE 2000 —

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63
www.actionfrancaise.net
redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujot (†)
Directeur de la publication : M.G. Pujot
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost

Politique :
François Marclhac (éditorialiste),
Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin,
Aristide Leucate, Marc Savina

Société : Stéphane Blanchonnet,
Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux,
Stéphane Piolenc

Économie & Social : Guy C. Menuisier

Europe : Charles-Henri Brignac,
Grégoire Dubost, Guy C. Menuisier

Monde : Philippe Maine, Pascal Nari

Arts & Lettres : Anne Bernet, Monique
Beaumont, Charles-Henri Brignac,
Louis Montarnal, Alain Waelkens

Histoire : Michel Fromentoux,
Yves Lenormand, René Pillorget,
Frédéric Winkler

Chroniques : Jean-Baptiste Morvan

Idées : Stéphane Blanchonnet,
Dimitri Julien, François Marclhac

Abonnements, publicité, promotion :
Monique Lainé

La priorité : servir la France

De mi-août à mi-septembre, les universités d'été fleurissent un peu partout en France. Celle qui s'est déroulée du 21 au 28 août en Vendée militaire revêtait une double particularité : non seulement le Camp Maxime Real del Sarthe, créé par l'Action française en 1953, est la plus vieille université d'été politique, jamais interrompue, mais surtout, il ne visait ni à vendre à des militants naïfs des programmes clefs en mains, obsoletés à peine conçus (comme le député Manuel Valls l'a aimablement rappelé à ses camarades socialistes), ni à conforter des ambitions personnelles : le CMRDS rassemble une jeunesse généreuse au sens noble du terme, désireuse, à la fois, de se former et de servir.

Théâtrocratie

La différence est de taille ! Nous ne prétendons pas avoir le monopole du désintéressement. Ce que nous dénonçons, c'est la façon dont les partis politiques, de droite et de gauche, détournent le dévouement civique de son objet propre : servir la France. Car la pratique républicaine, issue de son idéologie partisane, invite nos compatriotes à un spectacle peu reluisant, comme celui qu'ont donné, à La Rochelle, fin août, les candidats à la primaire socialiste. Boutang, après Platon, parlait de théâtrocratie. Le plus triste est de voir des Français non seulement y prendre part, mais encore s'y passionner et y limiter l'horizon de leur dévouement. Si le mot, détourné jadis par le marxisme, a encore un sens, il s'agit bien d'aliénation : oui, la République aliène les Français, du moins ceux qui croient que l'avenir du pays peut se confondre avec l'ego de "présidentiables" plus ou moins interchangeables... À droite, si la querelle des chefs semble pour l'instant enterrée par un Sarkozy jaloux de sa position dominante, les ambiteux pour 2017 se pressent déjà au portillon.

On prétend que les Français ne croient plus à ce jeu politicien, dont l'inefficacité à assurer l'avenir du pays n'a d'égal que l'imposture de ceux qui le mènent. Est-ce si sûr ? Si, d'un côté, nos compatriotes semblent déjà lassés, à huit mois de l'échéance, par l'hypermédiatisation d'une élection mal qualifiée d'élection-reine, d'un autre côté, son importance éclate à leurs yeux du seul fait qu'elle hypothèque largement l'avenir du pays... en premier lieu, par le temps qu'elle lui fera perdre.

Nous avons écrit, dans notre précédent éditorial, que Sarkozy se ferait oublier au mois d'août, pour présenter un nouveau visage aux Français en septembre : l'actualité grecque et, dans une moindre mesure, libyenne, nous a apparemment démentis, mais uniquement en termes de calendrier. Car les gesticulations berlinoises de notre président ont visé avant tout à conforter son image d'homme d'État. Nous persistons : Sarkozy est désormais d'autant plus candidat qu'il joue au président. Son hyperactivité aoûtienne n'a donné aucun résultat tangible. Non seulement la dette grecque demeure un tonneau des Danaïdes, qui, s'agissant de l'aide française, a déjà englouti les économies jusque-là réalisées par la RGPP¹, dont le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, mais M^{me} Merkel, qui défend ce qu'elle juge être l'intérêt de la seule Allemagne, n'a fait aucun pas en direction d'une vraie solidarité européenne, notamment par la mutualisation des dettes souveraines. Seul Sarkozy semble vouloir défendre la zone euro, telle qu'elle est, aujourd'hui, constituée de pays aux économies inégales, voire divergentes, et cela... jusqu'au dernier Européen vivant ! Car à ses yeux l'intérêt de la seule France passe évidemment après des considérations idéologiques, voire basement électoraux : l'homme du traité de Lisbonne, le Zorro de l'euro, pourrait-il rester crédible en 2012 s'il cédait sur toute la ligne ?

Un candidat embourbé

De même la victoire des insurgés en Libye, encore inachevée à l'heure où nous écrivons, risque d'être pour la diplomatie française une victoire à la Pyrrhus. Comme le rappelle Bernard Lugan, il faudra désormais aux vainqueurs, sur fond de rivalités claniques ou tribales, « gérer une situation géopolitique instable née de cette guerre »... ce qui est une autre manche². Il n'est pas certain que le candidat Sarkozy, embourbé en Afghanistan, profite longtemps de son aura de libérateur de la Libye.

Sur le plan intérieur, l'annonce par le Premier ministre d'économies visant à conserver le fameux triple A aura d'autant moins convaincu qu'il s'agit d'un plan électoral d'austérité, au moment où on apprend par l'INSEE qu'en 2010, 13 % des Français vivaient déjà sous le seuil de pauvreté, chiffre qui n'a pu, depuis lors, que s'aggraver. Disparates, démagogique (mesures touchant les sodas, le tabac

et l'alcool), inefficace (la taxation exceptionnelle des "nantis" visant à recouvrer quelque 200 millions d'euros, soit bien moins que ce que Sarkozy, via Christine Lagarde, a versé à son ami Bernard Tapie), ou contre-productif (la mesure annoncée, et bientôt abandonnée ?, sur les parcs d'attraction pèsera sur l'activité touristique), ce plan vise à donner des signes aux "marchés" (d'où également le débat sur la règle d'or, ravivé par l'UMP) sans s'attaquer réellement aux racines du mal. Il en est de même des récentes mesures d'affichage de Guéant à Marseille qui montrent combien, pour Sarkozy, la sécurité n'est qu'un thème de campagne électorale...

La première racine du mal, c'est le système, incapable de conduire une politique dans la durée (le quinquennat ayant aggravé les vices inhérents au régime électoral) mais surtout une politique nationale. Si l'élection présidentielle hypothèque largement l'avenir du pays, c'est qu'elle le livre à des "décideurs" qui ont perdu le sens de l'État pour avoir perdu celui de la nation. Nos représentants ont eux-mêmes délaissé leurs prérogatives au profit de l'hyperclasse mondiale, trahissant de ce fait les Français.

Pour l'année qui s'ouvre, l'Action française aura à faire passer un double message, qui tiendra compte de la double temporalité à laquelle nous sommes confrontés. Sur le long terme, notre premier devoir sera de rappeler qu'il n'y a pas de bonne république parce que l'institution ne permet pas à l'élu, si bien intentionné ou patriote serait-il, de surmonter les vices d'un régime qui interdit continuité et indépendance de l'État. Il nous appartient encore et toujours de créer un état d'esprit royaliste. Mais l'Action française est réaliste : quand la maison brûle, elle est avec tous ceux qui cherchent à sauvegarder l'essentiel, ne serait-ce que provisoirement - la république, c'est le règne du provisoire. Encore faut-il qu'une véritable dynamique nationale s'inscrive dans le temps électoral : il ne reste que huit mois. Nous y appelons depuis l'hiver dernier. Malheureusement, c'est la déception qui est au rendez-vous, alors que les nationaux devraient placer leur amour-propre dans le seul service du pays. □

François Marcilhac

1 - Révision générale des politiques publiques
2 - Sur son blog *L'Afrique réelle*

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

Servir la France

□ LE JEUNE MILITANT à qui je demandais « Pour vous, c'est quoi servir la France ? » me répondit : « C'est se sacrifier pour elle ».

Pendant que Sarkozy soigne son ego, il est réconfortant de voir nos jeunes prêts à sacrifier leur temps, leurs loisirs, leur argent pour nous aider à mener à bien notre œuvre de salut national.

Mais il faut que chacun de vous se sente aussi concerné. Aidez-nous à recruter de nouveaux abonnés. Si vous connaissez des gens susceptibles d'être intéressés par nos idées, envoyez-nous sans tarder leurs coordonnées, nous leur ferons un service gratuit de deux mois. En cette période de vacances, les rentrées financières ont pris du retard et nos finances sont

en difficulté. Aidez-nous dans toute la mesure de vos possibilités en participant à la souscription.

Merci de répondre largement à cet appel pressant et urgent. Merci d'avance. L'existence du journal en dépend.

Marielle Pujo



✓ Merci d'établir vos chèques à l'ordre de M^{me} Geneviève Castelluccio et de les lui envoyer à : L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

Liste n° 11

Virements réguliers : Jean-Michel de Love, 7,62 ; Raymond Sultra, 17,78 ; M^{lle} Annie Paul, 15,24 ; M^{me} Bellegarde, 20 ; M^{me} Marie-Magdeleine Godefroy, 22,87 ; M^{me} Marie-Christiane Leclercq-Bourin, 28 ; Jean-Pierre Lamy, 30 ; Mme Tatiana de Prittowitz, 45,73.

Jean-Pierre Plénat, 25 ; Louis Pozzo di Borgo, 75 ; anonyme, 40.

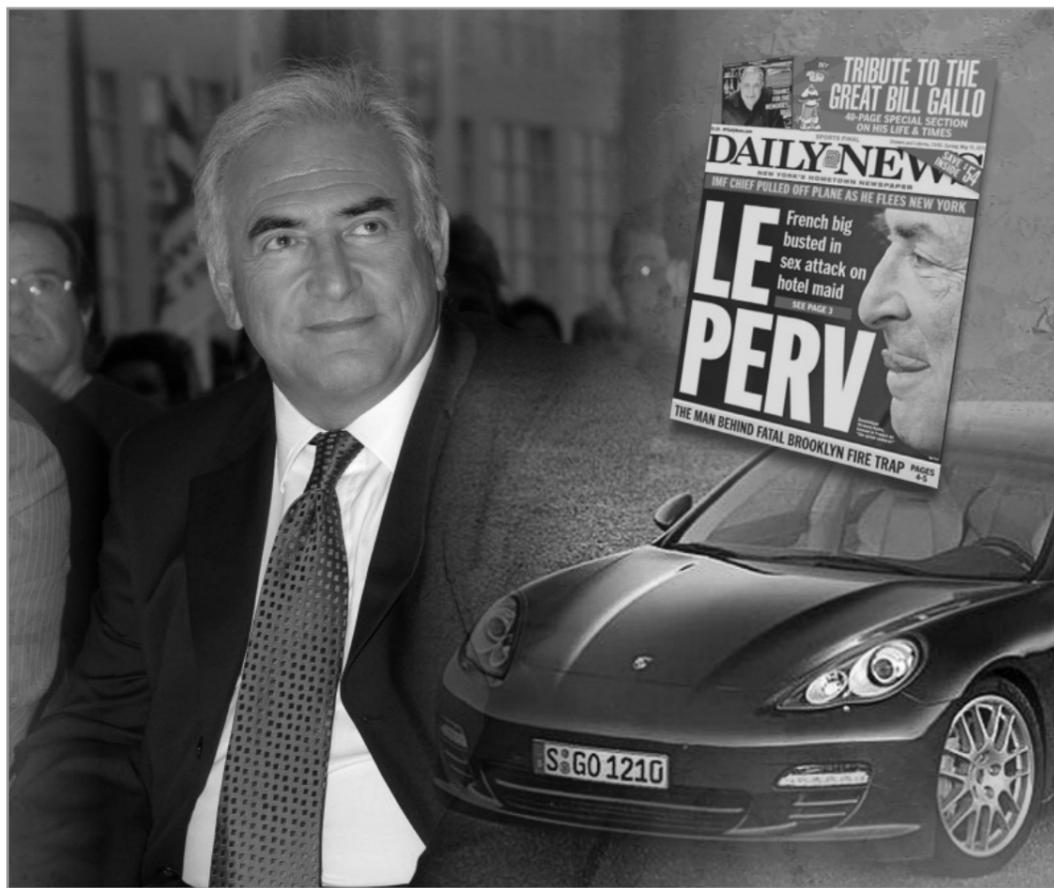
Total de cette liste 327,24 €
Listes précédentes 6 050,72 €

Total 6 377,96 €

❑ MŒURS

Retour sur le cas DSK

En dépit des prises de parole condescendantes, l'ombre de Dominique Strauss-Kahn plane sur la primaire socialiste. Voire sur l'ensemble de la vie politique, dont ses déboires symbolisent peut-être certaines tensions.



Malgré l'abandon des poursuites pénales outre-Atlantique, DSK inspire dorénavant la suspicion de l'opinion publique.

Happy end à la manière des *serials* américains la semaine passée où l'affaire Strauss-Kahn a trouvé un dénouement judiciaire heureux. Non-événement devrait-on dire, tant, d'une part, la torpeur estivale dans laquelle sont encore plongés les Français semble ne susciter chez eux qu'une molle indifférence ; et que, d'autre part, il était impensable d'envisager que William Taylor (chaudemont recommandé par M^e Jean Weil, rejeton de l'avorteuse éponyme, et conseil de Chirac) et Benjamin Brafman, les avocats de l'accusé, chèrement rétribués à due proportion de leur réputation (n'ont-ils pas, naguère, défendu, ensemble ou séparément, maffieux, violeurs et autres pédophiles, tous

aussi célèbres les uns que les autres ?) échouassent lamentablement comme des petits ténors de Province.

L'ombre plane

Et, comme par enchantement, l'accusé devint un héros (sauf à ce qu'il n'ait jamais cessé de l'être), et la présumée victime, la dernière des souillons médiatiques. Celui que l'on disait, il y a quelques mois, le mieux placé pour battre Sarkozy, caresserait même l'ambition d'être à nouveau l'homme providentiel de 2012. Bien qu'absent de l'université d'été du PS, l'ombre de DSK plane au-dessus de la tête des candidats aux primaires. Ces derniers qui l'espéraient hier hypocritement

comme excuse légitime à leur désaveu par les militants, dressent, désormais, un cordon sanitaire autour de lui. Même innocenté, il n'est pas question de se compromettre aux yeux des Français avec un tel satyre. Blanchi, DSK ne serait pas pour autant guéri d'une addiction sexuelle. Notre Sardanapale national serait connu pour ses sulfureuses aventures. Ce n'est pas nous qui le (mé)disons mais Jean Quatremer, journaliste de la gôche bien-pensante, correspondant de *Libération* à Bruxelles (mais plutôt bien informé), lequel, interrogé par son canard, confiait : « Ayant suivi DSK entre 1997 et 1999, comme ministre des Finances, j'ai pu assister à plusieurs reprises à son comportement à l'égard de cer-

taines femmes qui m'a particulièrement choqué, et je disposais de plusieurs témoignages de consœurs qui avaient fait l'objet de comportements "inappropriés" de DSK. » Sur son site Internet en 2007, lors de la nomination de DSK au FMI, il écrivait aussi : « Le seul vrai problème de Strauss-Kahn est son rapport aux femmes. Trop pressant, il frôle souvent le harcèlement. Un travers connu des médias, mais dont personne ne parle. » On sait que l'écrivain apparentée UMP, Tristane Banon, a levé le voile sur une sombre histoire de tentative de viol dont elle aurait été victime, il y a plusieurs années, dans une chambre vide d'un immeuble particulier de Paris. Mais il y a fort à parier qu'elle fera long feu, les preuves manquant cruellement dans ce dossier. Quoi qu'il en soit, ce visiteur du soir, que d'aucuns présentent comme un usager régulier des boîtes à partouzes, aurait donc un vrai problème avec le sexe : l'ex-« député de Sarcelles présente le profil type de *Sexus politicus*. Son art de la séduction, qui confine chez lui à l'obsession, n'a d'égal que son habileté intellectuelle » (Ch. Deloire et Ch. Dubois, *Sexus politicus*, Albin Michel, 2006).

Alliance objective

En effet, DSK est un homme intelligent qui sait duper son monde. À commencer par sa femme, Anne Sinclair ? Voire ! Cette ancienne journaliste, petite-fille d'un riche marchand d'art, a su admirablement faire front et mobiliser les ressources financières nécessaires pour assurer à son mari les meilleures conditions de défense et de détention possible. S'il en était besoin, elle a administré à la face du monde comment on pouvait se sortir des plus intenable ornières en se serrant les coudes. N'ignorant rien des frasques de son époux, elle a sublimé son cocufiage notoire en véritable combat politique. De son côté, Nafissatou Diallo, victime présumée d'un viol commis par l'ex-patron du FMI, nous concoctait avec l'aide de son avocat, Kenneth Thomson, un scénario lacrymal digne de *La Case de l'oncle Tom* et de *L'Autobiographie de Miss Jane Pitman*. Que symbolisent au fond Diallo et DSK, si ce n'est l'alliance objective de l'immigrationnisme transfrontières et du mondialisme apatride ? ■

Aristide Leucate
aleucate@yahoo.fr

» NAISSANCE

Le duc et la duchesse de Vendôme ont annoncé la prochaine naissance d'un second enfant, prévue dans le courant du mois de janvier 2012. « Ils l'ont annoncé depuis le domaine royal de Dreux, aux confins de l'Île-de-France, de la Normandie et de la Beauce, où ils résident depuis quelques mois », est-il précisé sur le site Internet du prince Jean. Avec les membres de l'association Gens de France, qui a diffusé l'information, nous nous réjouissons de cette heureuse nouvelle pour la famille de France.

» L'AF EN DEUIL

L'Action française vient de perdre un ami, en la personne de Michel Mohrt, qui s'est éteint le 17 août, dans sa 98^e année. Tour à tour essayiste, romancier et historien de la littérature, cet écrivain fréquentait les camelots du Roi alors qu'il était étudiant. Officier de la Légion d'honneur, Croix de guerre 1939-1945, officier des Arts et des Lettres, il avait reçu le Grand Prix du roman de l'Académie française en 1962 pour *La Prison maritime*, avant de s'asseoir sous la coupole dans le fauteuil de Voltaire.

» OUTRE-MER

Les XIV^e Jeux du Pacifique se sont ouverts en Nouvelle-Calédonie le 27 août. Le gouvernement leur accorde une importance particulière, au motif qu'ils seront « la première occasion pour les athlètes calédoniens de participer aux compétitions sous le drapeau tricolore et le drapeau indépendantiste, matérialisant ainsi la décision de faire co-exister en Nouvelle-Calédonie ces symboles des deux légitimités consacrées par les accords de Nouméa ». Ouvrant la voie à l'indépendance du territoire, ceux-ci prévoient qu'un référendum d'autodétermination soit organisé entre 2014 et 2019.

Chronique parlementaire

Quelques députés se sont distingués dernièrement en manifestant leur volonté de faire respecter les bonnes mœurs.

AINSI Jean-Marc Ayrault, Christian Jacob, Yves Cochet, Marie-George Buffet et Marie-Jo Zimmermann figurent-ils parmi les signataires d'une proposition de résolution « réaffirmant la position aboli-



tionniste de la France en matière de prostitution ». Outre la "marchandisation" du corps, ils dénoncent une pratique « contrevenant [...] au principe d'égalité entre les sexes », puisque « la

prostitution est exercée essentiellement par des femmes et que les clients sont en quasi-totalité des hommes ». Quant à Christian Vanneste, il est l'initiateur d'une proposition de loi « visant à lutter contre la pornographie ». Invoquant « la protection de l'enfance et de la jeunesse », il demande que les "sites pour adultes" soient rendus accessibles par les fournisseurs d'accès à Internet « uniquement à ceux de leurs abonnés qui en font expressément la demande ». Ce faisant, c'est un vaste filtrage de la Toile qu'il envisage... ■ G.D.

L'impasse égalitariste...

Entre la santé des nourrissons et l'égalité hommes-femmes, peut-être va-t-il falloir choisir...

LES FÉMINISTES français vont-ils se désolidariser des Nations Unies ? « L'allaitement maternel est la meilleure alimentation existante, que le bébé soit en Ouganda, en Angleterre, en Chine ou au Canada », martèle Anthony

Lake, le directeur exécutif de l'UNICEF. Selon l'ONU, le fait que les enfants ne soient pas toujours allaités exclusivement au sein pendant les six mois suivant la naissance entraînerait dans le monde plus d'un million de décès chaque année ! Mais dans un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales publié en juin dernier, Brigitte Grésy, dénonçait « la bataille autour de l'allaitement maternel et l'assignation, parfois abusive, faite aux jeunes mères de s'y conformer ». De son point de vue, cela contreviendrait à l'égalité des sexes... ■

RELIGION

Benoît XVI et la jeunesse de Dieu

En dépit des protestations dérisoires, plus de deux millions de jeunes de 193 pays se sont rassemblés à Madrid autour du souverain pontife, au cours des Journées mondiales de la jeunesse.

Preuve que que « le cadavre de Dieu bouge encore » !

L'été 2011 restera célèbre, non pas pour sa météo capricieuse, ni pour les réceptions de Dominique Strauss-Kahn en attendant son blanchiment, ni pour la fin du règne de Kadhafi sur la Libye, mais pour l'éclatante manifestation de foi catholique de plus de deux millions de jeunes de 193 pays, rassemblés à Madrid autour du souverain pontife, au cours des Journées mondiales de la jeunesse. On ne cesse de nous dire de ce côté-ci des Pyrénées que l'Église est en train de mourir, que les églises sont vides et que les prêtres se font rares ; pendant quatre jours, les foules de jeunes gens et jeunes filles de quinze à trente ans ont prouvé que « le cadavre de Dieu bouge encore », pour reprendre la vieille expression de Georges Sufferet et que, même dans cette Espagne avorteuse et officiellement rebelle à la famille traditionnelle, le besoin d'entendre la vérité est plus irrésistible dans la génération montante qu'on ne le croit ordinairement.

Le budget en cause

Combien minables apparaissent alors les manifestations de quelques centaines de personnes contre le coût prétendu exorbitant de ces journées en période de crise ! Tous les moyens sont bons pour qui veut noyer son chien et l'accuser de la rage, mais les retombées économiques sur la capitale du royaume espagnol ont été bénéfiques et incalculables. Du reste, les médias ont donné à ces tousotements de la vermine rouspéteuse beaucoup plus d'importance qu'elles n'en méritaient. La preuve en est que les personnes présentes à Madrid, lisant à leur retour les compte rendus dans la presse, n'ont pas l'impression qu'on y parle de l'événement qu'ils ont vécu...

Ce qui nous semble le plus extraordinaire dans ces journées, c'est leur portée à la fois nationale et internationale. Journées mondiales ne veut pas dire journées "mondialistes". Benoît XVI a salué l'Espagne en présence du roi Juan Carlos et de la reine Sofia comme une « grande nation » qui « sait et peut progresser sans renoncer à son âme profondément religieuse et catholique ». Loin des débats suicidaires et démoralisants sur le mariage homosexuel ou sur l'avortement, il a appelé les jeunes « à diffuser jusqu'aux confins du monde la joie et la profonde expérience de foi vécue dans ce noble pays ». Pensait-il, disant cela, à la vocation historique du royaume d'Isabelle la catholique qui aida jadis Christophe Colomb à partir sur la *Pinta*, la *Nina* et la *Santa Maria*, évangéliser le Nouveau Continent ? On



« Ce qui nous semble le plus extraordinaire dans ces journées, c'est leur portée à la fois nationale et internationale. »

peut le supposer, quoique le nom d'Isabelle ne soit pas "politiquement correct" selon les critères imposés aujourd'hui à l'Occident... Toujours est-il que c'est à partir d'une nation profondément enracinée dans le catholicisme que le pape parlait au monde entier, tant il est vrai qu'un peuple catholique ne se hausse jamais tant à l'universel que quand il est seulement lui-même, et que le catholicisme, comme disait Maurras, est « la seule internationale qui tienne » - chose que seraient inspirés de méditer les re-fondateurs de la communauté internationale selon des normes purement économiques en train de se discréditer les unes après les autres... L'Église espagnole elle-même ne manquera pas d'en profiter à la veille d'élections législatives de la plus haute gravité.

Acclamations

C'est surtout la personne de Benoît XVI qui ressort renforcée de ces journées. Non seulement cet homme de quatre-vingt-quatre ans a été acclamé comme nul personnage du monde politique ou médiatique ne le fut jamais par tant de jeunes, mais il a su trouver le juste ton. Moins "festives" qu'au temps de Jean-Paul II, les JMJ, sans rien perdre de leur enthousiasme ardent, réservent plus de temps à l'intériorité, au silence, à la prière, à la méditation. Le chemin de croix a été suivi avec une grande piété, avec participation d'une statue de la Vierge en larmes dans les rues de Madrid. La confession a été remise à l'honneur et le pape lui-même, donnant aux prêtres un remarquable exemple, a entendu au confessionnal quatre JMjistes.

Le chant en latin et grégorien est en train de rentrer dans les habitudes. Le *Pater*, le *Tantum Ergo* et le *Salve Regina* redeviennent familiers aux jeunes oreilles - ce qui donne encore plus une dimension internationale à l'événement en même temps que cela habitue les jeunes à prier « sur de la beauté », comme le recommandait saint Pie X.

La génération Ratzinger

Les jeunes ont été impressionnés par l'attitude imperturbable du pape lors de la tornade du samedi soir où, à Cuatro Vientos, après qu'il eut consacré la jeunesse au Sacré Cœur de Jésus, une pluie diluvienne accompagnée de grands vents s'abattit soudain. Il perdit sa calotte, emportée par la tempête, avant de devoir interrompre son discours faute de sonorisation et de lumière. Son courage s'est harmonisé parfaitement avec ce-

lui des jeunes, pas plus que lui décidés à quitter la place. Il y a donc eu un face-à-face dans l'obscurité, sans autre moyen de communiquer avec la foule que « sa présence silencieuse et sereine », dit Jean-Marie Guénois dans *Le Figaro*. De tels instants, rappelant Jésus-Christ au milieu de la tempête, auront marqué ceux qui les ont vécus. Puis les éléments se calmèrent et tout était rétabli dès la fin de la veillée pour la messe de clôture du lendemain. *Il Giornale* pouvait écrire : « Le succès de Ratzinger tient entièrement dans sa simplicité de maître. Les jeunes de la rue ont appris à l'aimer sans faire des comparaisons avec Wojtyła. Il est le pape théologien et intellectuel, mais pas éloigné ou distant. "Oui, nous sommes la jeunesse du pape, nous sommes la génération Ratzinger" criaient des jeunes du monde entier. C'est vrai, il n'y a ni regrets, ni comparaisons, ni nostalgie par rapport à Jean Paul II. »

Le pape et la crise

Dans l'avion qui l'emmenait à Madrid le 18 août, Benoît XVI a évoqué devant les journalistes la crise économique actuelle, en la posant dans ses termes exacts :

« L'économie ne fonctionne pas seulement selon une autorégulation mercantile mais elle a besoin d'une raison éthique de façon à fonctionner en vue de l'homme. Il apparaît donc, de nouveau, que l'homme doit être

le centre de l'économie et que l'économie ne peut se mesurer par les profits maximaux mais pour le bien de tous et pour la responsabilité de l'autre. L'économie fonctionne bien si elle fonctionne de façon humaine et pour la responsabilité des autres. Mais cette responsabilité a aussi plusieurs dimensions. Responsabilité non seulement vis-à-vis de soi-même mais aussi envers les autres nations, pour le monde [...] Troisième dimension, il faut penser l'économie en termes de responsabilité pour le futur. Nous savons que nous devons protéger notre planète et protéger le

Des paroles du Saint-Père, riches et roboratives, que les participants ne sont pas près d'oublier, retenons cet aperçu : « C'est précisément maintenant, au moment où la culture relativiste dominante refuse et déprécie la recherche de la vérité - la plus haute aspiration de l'esprit humain - que nous devons proposer avec courage et humilité la valeur universelle du Christ comme sauveur de tous les hommes et source d'espérance pour notre vie. [...] Vous qu'aucune adversité ne paralyse, n'ayez pas peur du monde, ni de l'avenir, ni de votre faiblesse. Le Seigneur vous a donné de vivre en ce moment de l'histoire, pour que, grâce à votre foi, son nom retentisse sur toute la terre. » « La foi va au-delà des simples données empiriques ou historiques ; elle est la capacité de saisir le mystère de la personne du Christ dans sa profondeur. » Aux Français - environ 50 000 - il a dit dans leur langue : « Chers jeunes de langue française, le Christ vous demande aujourd'hui d'être enracinés en lui et de bâtir avec lui votre vie sur le roc qu'il est lui-même. Il vous envoie pour être des témoins courageux et sans complexes, authentiques et crédibles ! N'ayez pas peur d'être catholiques, d'en témoigner toujours autour de vous avec simplicité et sincérité ! »

Un langage digne d'eux

Rendez-vous est déjà pris pour dans deux ans à Rio de Janeiro. Nul doute qu'il y aura une même foule bigarrée et ardente. Mais on peut se demander si ces heures d'enthousiasme seront relayées dans les paroisses où domine un clergé trop souvent mal formé qui ne sait pas communiquer avec l'élan nécessaire la précision doctrinale qu'attendent les jeunes ni répondre à leur soif de renouer avec la noble liturgie qui forme tant de saints à la piété... Mais ils resteront reconnaissants au Saint-Père pour ces instants de vrai bonheur qu'il leur a offerts sans vouloir "faire leur bonheur" comme s'y emploient tant de technocrates, psychiatres et pédagogues fatigués, mais simplement en leur tenant un langage enfin digne d'eux et en leur parlant vrai, en leur montrant les sommets... ■

Michel Fromentoux

fonctionnement du service du travail économique pour tous. Nous devons aussi penser pour demain mais aussi pour aujourd'hui : si les jeunes d'aujourd'hui ne trouvent pas de perspectives dans leur vie, notre "aujourd'hui" est dans l'erreur, il est mauvais. La doctrine sociale de l'Église ouvre la capacité de renoncer au maximum du profit et voir les choses dans la dimension humaniste et religieuse. C'est-à-dire : être l'un pour l'autre. [...] Ceci est possible. C'est un grand défi. Il faut une éducation. Le travail pour cela, c'est fondamental pour notre futur. » □

□ MÉDIAS

Un code d'éthique en sursis

Faut-il craindre l'adoption d'un nouveau code de déontologie dans les médias ? Bloquée par les patrons de presse, cette initiative pourrait contribuer à restaurer la crédibilité des journalistes.



La plupart des journalistes réclameraient une forme protectrice d'encadrement éthique.

Bavures médiatiques, atteintes répétées à la vie privée, absence d'objectivité, esprit moutonnier, dictature de l'instantané : pas une semaine sans que la presse en France ne fasse l'objet de vives critiques... dans les médias eux-mêmes mais aussi, de plus en plus fréquemment, sur Internet au travers de forums de discussions où l'on découvre parfois le pire.

Une charte originelle

Pourtant - le grand public l'ignore souvent - la profession des journalistes dispose depuis 1918 d'une charte déontologique reconnue comme un fondement du métier. Rédigée à la fin de la Grande Guerre, afin de mettre un terme à certaines dérives professionnelles de l'époque - liens avec l'argent, conflits d'intérêts, confusion avec l'action de la police mais aussi "bourrage de crâne" de l'armée -, cette charte a été le socle de la création du Syndicat national des journalistes (SNJ), non confédéré à l'époque, profondément attaché à l'idée d'un métier libre et d'un statut particulier. Corporatiste, diront certains.

Ce texte, remanié une première fois en 1938, vient d'être réactualisé il y a quelques semaines par le SNJ à l'occasion du débat sur la déontologie des médias qui agite la profession depuis les états généraux de la presse écrite de janvier 2009. Le président de la

République, Nicolas Sarkozy, avait alors promis la promulgation d'un code « *valant pour tous les journalistes, parce que la déontologie ne change pas selon les titres et les médias* ». Une charte qui, selon lui, « *créerait des devoirs et reconnaîtrait des droits parce que le journalisme n'est évidemment pas une profession comme une autre* ». Ce discours n'a pas été suivi d'effet : non seulement les patrons des grands groupes ont empêché l'argent (600 millions d'euros d'aide) pour "moderniser" les entreprises sans consacrer un centime à la formation déontologique, mais encore ils ont refusé d'inscrire un quelconque texte éthique dans la convention collective. Motif lancinant : la presse est soumise à des contraintes suffisantes (juridiques et de concurrence) sans qu'il soit utile d'en ajouter de nouvelles.

Mauvaise image

Cette position des patrons de presse est d'autant plus incompréhensible que la presse généraliste ne bénéficie pas d'une bonne image dans l'opinion : outre les raisons énumérées plus haut, elle est souvent accusée d'une proximité avec les pouvoirs (politique et économique) et de préférer "l'écume" de l'information à une vérification approfondie des faits. Pourtant, les propositions de la commission éthique des états généraux, présidée par l'ex-jour-

naliste Brunot Frappat, pouvaient paraître fédératrices. Exemples : « *le rôle du journaliste ne doit pas se confondre avec celui d'un communicant* », « *l'exercice du métier demande du temps et des moyens* », « *la notion d'urgence dans la diffusion d'une information ou d'exclusivité ne doit pas l'emporter sur le sérieux de l'enquête et la vérification des sources* »... D'aucuns - libéraux maniaques ou post-soixante-huitards intégraux - ont décelé dans cet appel à une plus grande responsabilité des médias un frein à la liberté d'expression, voire une menace de nouvelles censures. Perdus dans leurs nuées, ils ne connaissent souvent rien de la réalité du travail de terrain des journalistes, dont la plupart réclament au contraire une forme protectrice d'encadrement éthique¹, d'autant plus nécessaire à l'heure où le lecteur internaute est confronté aux débordements des rumeurs, ragots, soupçons conspirationnistes et autres délires sur la Toile. Au point qu'il est de plus en plus difficile d'effectuer un tri entre information vérifiée et sourcée (par des professionnels dont c'est l'activité principale et rémunérée) et prise de position de charlatans de l'événementiel.

Nécessaire régulation

Dans une perspective - vertueuse - d'adoption d'un code déontologique reconnu par toutes les parties, toutes les formes d'expression publique auraient à y gagner. Les médias traditionnels d'une part, qui pourraient s'y référer et l'opposer à certaines exigences du public, et les médias non conventionnels d'autre part (sur le net notamment), qui seraient fortement incités à le respecter. Enfin, les lecteurs, auditeurs, téléspectateurs et internautes prendraient conscience des exigences réelles de la profession. Encore faudrait-il mettre en place une instance de régulation indépendante pour arbitrer les conflits d'intérêts et d'interprétation du texte. Et la presse d'opinion aurait-elle des craintes à avoir dans ce contexte nouveau ? Le débat est lancé. ■

François Vivarais

1 - Pour donner un exemple de la charte éthique du SNJ remaniée : « *Un journaliste digne de ce nom : tient l'esprit critique, la véracité, l'exactitude, l'intégrité, l'équité, l'impartialité, pour les piliers de l'action journalistique ; tient l'accusation sans preuve, l'intention de nuire, l'altération des documents, la déformation des faits, le détournement d'images, le mensonge, la manipulation, la censure et l'autocensure, la non vérification des faits, pour les plus graves dérives professionnelles.* »

Au fil de la presse



Où l'on observe que la "trêve" estivale ne vaut que pour les gogos empressés d'aller consommer leurs congés payés à crédit, tandis que le monde continue sa course folle, donnant l'impression d'une subite accélération de l'histoire. Parousie ou Armageddon ?

□ Tout d'abord, les places boursières ont encore une fois tremblé, faisant chuter vertigineusement les indices et autres valeurs cotées. Depuis l'éclatement de la bulle immobilière en 2007 aux États-Unis, le capitalisme financier n'en finit pas de crever. L'Union européenne qui a fait le choix criminel d'abolir ses frontières s'entête diaboliquement dans l'erreur économiste. Pourtant, « *l'économie ne poursuivant, par elle-même, que sa propre croissance in(dé)finie, c'est à l'État, qui est le gardien du bien commun politique, qu'il appartient de cadrer (et non de régenter dans le détail) l'activité économique, pour s'assurer qu'elle reste au service du bien commun. Politique d'abord !* » (La Nation - Journal vaudois, 12 août 2011) .

Le poids des marchés

□ Cet appel à la restauration de l'État a été relayé par Marine Le Pen qui l'entend juste-ment « *notre dépendance de plus en plus forte vis-à-vis des marchés [...] : parce que c'est à eux exclusivement qu'on peut emprunter, parce qu'ils ont un monopole et qu'ils peuvent nous imposer leurs conditions, nous imposer des taux d'intérêt élevés. Parce qu'ils peuvent donc spéculer sur notre dette. Et parce que cette dépendance vis-à-vis des marchés donne évidemment une influence démesurée aux agences de notation, devenues plus puissantes que nos gouvernements fantoches. L'État doit reprendre le contrôle de la politique monétaire, de la politique budgétaire et de son financement.* » (Présent, 13 août 2011).

□ En tout état de cause, comme le note David Victoroff dans Valeurs actuelles (18 août 2011), « *la crise c'est comme le supermarché : l'entrée est libre mais il faut passer à la caisse pour en sortir. Reste à savoir quel prix il faudra payer.* » Le plan d'austérité annoncé par Fillon pour l'année à venir, ou les recettes miracles promises par les socialistes pour sortir de la crise, n'augmentent rien de bon pour la stabilité sociale de notre pays au bord de l'explosion.

□ Dans sa livraison estivale, la Nouvelle Revue d'histoire (n° 55) s'interroge sur la façon dont naissent les révolutions. La France a été, par sa révolution de 1789, la matrice de toutes celles qui ont éclos au XX^e siècle, surtout celles d'obédience marxiste. Celles du XXI^e semblent être d'une essence

différente. En Europe, elles ont plusieurs détonateurs, qu'ils soient ethniques, économiques ou sociaux. Ailleurs, notamment sur le continent africain, elles ont une origine politique fondée sur l'attrance pour le modèle de consommation occidental.

□ Dans un fort intéressant dossier consacré aux révoltes arabes, la revue *Éléments* (juillet-septembre 2011) donne la parole au politologue suisse Patrick Haenni qui analyse les bouleversements dans cette partie du globe comme « *une révolution conservatrice qui ressemble, en bien des points, à celle qui a triomphé en Amérique, fondée sur la religion, la morale et le marché* » et dont la caractéristique réside dans l'avènement « *d'un islam de marché* », c'est-à-dire « *la reconnexion avec l'univers culturel occidental dans le champs du religieux. [...] Effectivement, les jeunes urbains sont descendus dans la rue pour demander la démocratie et les droits de l'homme.* »

□ 2011 n'est pas terminée et d'aucuns, à l'instar de Léon Camus dans Rivarol (29 juillet 2011) se demandent comment tout cela va finir, allant jusqu'à envisager « *la guerre peut-être, une probabilité qui n'est plus à exclure, loin de là* » parce que « *nous sommes à la croisée des chemins* » et que nos gouvernants aveugles continuent à enterrer leurs peuples dans des politiques sans lendemain.

Le club des élites

□ Dans un entretien confié à la revue *Réfléchir et agir* (été 2011), Emmanuel Ratier, à l'occasion de la parution de son ouvrage consacré au club Le Siècle, Au cœur du pouvoir (Librairie Facta, 4 rue de Clichy, Paris 9^e), estime que « *la planète est dirigée par une "super-classe mondialisée" selon l'expression de Samuel Huntington, qui a gardé une unité de façade appelée démocratie mais dissimule un système oligarchique. [...] Ce système mondial repose sur un empilement et un assemblage de divers réseaux, par zone géographique (Bilderberg Group), par pays (Le Siècle), par centre d'intérêts économiques ou financiers (cartel du grain, OPEP). Pour simplifier, je dirai que le monde est administré par 35 à 50 000 personnes. Il n'y a pas de complots. [...] Il y a un rassemblement d'intérêts.* »

Aristide Leucate

□ FISCALITÉ

Le jeu gagnant de la Suisse

Séduit par l'offre de Berne, Berlin et Londres ont accepté que soit préservé l'anonymat des évadés fiscaux. Au grand dam de Paris et Bruxelles, qui sont favorables à une coopération multilatérale.

Bien que ses indicateurs économiques soient actuellement médiocres, l'Allemagne n'a pas les mêmes soucis budgétaires que la France. Le gouvernement d'Angela Merkel se montre d'ailleurs plus pragmatique que les Français lorsqu'il s'agit de faire rentrer des fonds dans les caisses de l'État. Flairant le bon coup, les Anglais ne sont pas en reste.

Prélèvement à la source

On se souvient qu'au nom de principes vertueux, le malheureux Eric Woerth avait attaqué frontalement les contribuables français censés dissimuler une partie de leur argent dans des banques étrangères, principalement suisses. Le résultat fut insignifiant. Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a lui aussi utilisé la manière forte et des procédés peu conventionnels - par exemple en stipendiant des cadres de banques helvétiques ou liechtensteinoises pour obtenir des listes de clients. Ce n'était là qu'expédients.

Le 10 août, le gouvernement allemand et le Conseil fédéral ont paraphé un accord fiscal afin de « solder le passé ». Aux termes de cet accord qui doit entrer en vigueur au plus tard en 2013 - pour autant qu'il soit ratifié par les parlements des deux pays et passe, côté helvétique, l'épreuve du référendum facultatif -, les personnes domiciliées en Allemagne pourront, s'il y a lieu, régulariser leur situation bancaire en Suisse en s'acquittant d'un impôt compensatoire unique qui devrait se situer dans une fourchette de 20 à 35 % du montant du capital. Le fisc allemand espère ainsi récupérer une dizaine de milliards d'euros. Quant aux futurs rendements des capitaux allemands placés en Suisse, ils se-



La Suisse protège son secret bancaire.

ront soumis à un impôt libératoire dont le taux serait de 26 %. Ce montant annuel, *grosso modo* un milliard d'euros, sera donc prélevé à la source et reversé par les banques suisses au fisc allemand. Étant entendu que seront préservés l'anonymat des déposants et par conséquent le principe du secret bancaire.

Aigreur à Paris

Prudentes, les autorités allemandes veulent toutefois s'assurer que ce système d'impôt libératoire fonctionnera de manière satisfaisante. C'est pourquoi elles ont demandé et obtenu que les banques helvétiques versent une caution de départ d'environ 2 milliards d'euros, somme qui leur sera restituée une fois que les premiers prélèvements auront été

versés au fisc allemand. En contrepartie, les banques suisses auront librement accès aux marchés financiers allemands. Cet accord fiscal est attentivement étudié à Bercy, non sans y susciter des commentaires acides. Le gouvernement d'Angela Merkel, y dit-on, a accepté de fait une amnistie fiscale pour ceux qui ont fraudé. Cependant, la normalisation fiscale germano-helvétique ne peut rester une décision isolée dans une Europe communautaire fragilisée par l'ampleur des dettes. Le Royaume-Uni est lui aussi preneur ; moins de deux semaines après l'Allemagne, les négociateurs britanniques ont paraphé à Berne un accord fiscal analogue. D'autres pays devraient suivre malgré les mises en garde de la Commission européenne, qui dénonce une entorse à la direc-

tive de l'UE sur la fiscalité de l'épargne. Déplorant que Berlin ait rompu le front européen de la répression fiscale, le gouvernement français campe toujours sur ses principes et privilégie l'échange automatique d'informations entre États. Il n'est pas sûr que cette rigidité reste tenable à la longue. Actuellement, les avoirs français non déclarés en Suisse sont estimés à quelque 90 milliards d'euros. Avec un niveau de taxation équivalent à celui prévu par Berne et Berlin, l'État français s'assurerait des recettes non négligeables en faisant réapparaître des sommes soustraites au fisc. La mise au jour de telles sommes serait évidemment bienvenue pour Bercy, mais, ne s'écartant pas de leur logique répressive, les services de François Baroin jugent inacceptable que les dissimulateurs puissent continuer à bénéficier de l'anonymat. Pour la même raison, l'administration Obama a sèchement refusé la transaction que lui a proposée la Suisse.

Trop fort, le franc

L'apaisement fiscal n'est donc pas général. Tandis que l'accumulation de richesses dans les banques helvétiques ne remplit pas forcément de joie les responsables politiques et économiques suisses ; car l'attrait exercé par le franc pose des problèmes de compétitivité à l'industrie d'exportation, à l'exception notable du secteur horloger, toujours conquérant. Conséquence de la défiance envers le dollar US et l'euro, donc de la crise, le franc suisse s'est en effet apprécié de 25 % depuis le début de l'année. Répondant à l'inquiétude des industriels et des représentants du secteur touristique, le Conseil fédéral et la Banque nationale suisse sont intervenus ces dernières semaines - chacun dans son domaine de compétence - pour tâcher de combattre les effets du franc fort. Sans grand succès jusqu'à présent. En dernière extrémité, la Suisse envisagerait d'instaurer une taxe sur les capitaux entrants, ou bien sur les dépôts en francs suisses des non-résidents. À chaque pays ses priorités. ■

Guy C. Menusier



» ÉMEUTES

Les émeutes britanniques de l'été s'inscrivent-elles dans la continuité des troubles survenus en France en 2005 ? Dans un billet publié sur son blog *Egea*, Olivier Kempf, maître de conférences à Sciences Po Paris, souligne qu'elles s'en sont distinguées en se déroulant « dans des zones qui avaient justement bénéficié d'un habitat mixte, mélangant propriétaires et HLM, gens insérés et populations en marge sociale ». Or, poursuit-il, « cette mixité a été présentée comme une solution à nos ségrégations qui sont d'abord géographiques. Il semble que ça ne suffise pas. »

» PARADIS FISCAUX

Londres a-t-il finement joué en négociant avec la Suisse l'accord présenté ci-contre ? Peut-être cherchait-il à saboter la coopération européenne dans l'espoir de protéger ses paradis fiscaux (îles Caïmans, Jersey, Guernesey, île de Man...). Voire la City, où *La Tribune* souligne que « se trouve toute l'industrie financière et juridique dédiée à l'évasion fiscale ». Autrement dit, « le Trésor britannique empoche ainsi quelques milliards bien nécessaires en ces temps de crise, mais protège au passage sa place financière ». Nouvelle illustration de la "solidarité européenne" !

» NOTATION

La République tchèque s'attire les éloges des Standard & Poor's. En dépit des inquiétudes pesant sur l'économie européenne, l'agence vient de relever sa note à long terme. La réforme des retraites décidée à Prague contribue vraisemblablement à renforcer la confiance inspirée par sa signature.

» KOSOVO

La Guinée, le Niger et le Bénin ont reconnu le Kosovo au cours de l'été. Quatre-vingts États sont désormais dans ce cas. Par ailleurs, c'est un procureur américain qui va diriger la mission européenne enquêtant sur un trafic d'organes présumé, qui aurait impliqué le pouvoir kosovar.

BELGIQUE

Le week-end de tous les dangers

La situation s'apaiserait-elle en Belgique ? Quelques indices le font espérer. Le baisser de rideau est proche.

C'ÉTAIT, on l'avait prédit, le week-end de tous les dangers. Les nationalistes flamands se réunissaient comme tous les ans à Dixmude au pied de la tour de l'Yser, érigée en mémoire des soldats flamands tombés en 1914-1918. Dans le même temps les démocrates-chrétiens flamands se retrouvaient à Courtrai pour fêter le 10^e anniversaire du CD&V qui a succédé au tout-puissant CVP ; Wouter

Beke, leur président depuis le 16 août, a "décroché" de la NVA et s'est assis à la table des négociations. Qu'allait-il arriver ? Le pèlerinage de l'Yser allait-il incendier tout compromis possible et le CD&V se déchirer publiquement ? Rien de tout cela ne s'est produit, même si *De Morgen*, le quotidien socialiste flamand a publié un faire-part de décès du... CD&V, annonçant sa disparition « en tant que courant politique le plus influent de la Belgique d'après-guerre ».

L'enjeu est clair

Un sondage récent donne 12,9 % au CD&V, des abysses pour un parti qui sous l'étiquette CVP (Christelijke Volksparty) dans les années cinquante obtenait la majorité absolue. L'enjeu est clair. Ou le

CD&V réussit à "forcer" une réforme de l'État, ou la NVA raflera la mise, toute la mise. Et les nationalistes de la tour de l'Yser ? Après guerre, ils étaient des dizaines de milliers. Dimanche, sous le crachin et les parapluies déployés, on en comptait un bon millier. À l'exception du président du Parlement flamand et de l'un ou l'autre parlementaire ou retraité de la politique, les personnalités étaient absentes. Ce n'est pas à Dixmude que se joue la pièce. Les acteurs sont à Bruxelles. Silence on tourne, silence on parle. Rien ne filtre, mais chacun est conscient que, très vraisemblablement, le baisser de rideau est proche, sans que l'on puisse prévoir si ce sera sous les applaudissements ou les huées. ■

Charles-Henri Brignac



Wouter Beke, le président des démocrates-chrétiens flamands, a "décroché" de la NVA et s'est assis à la table des négociations.

□ PROCHE-ORIENT

La Syrie tombera-t-elle ?

La pression internationale s'accroît sur le président syrien. Le colonel Kadhafi vient d'être renversé, Saddam Hussein l'avait été avant lui... Que va-t-il advenir de la stabilité régionale ?



Le président syrien Bachar Al Assad

En 2003, le président américain, George W. Bush, avait entamé une offensive militaire en Irak, fondée sur de fausses allégations, pour destituer Saddam Hussein, ce que l'embargo prolongé et les tentatives de dislocation interne n'avaient pas réussi à provoquer. Depuis, le chaos règne dans ce pays. En moins de dix ans, attentats et altercations intercommunautaires ont fait deux fois plus de morts que ceux tombés durant le régime déchu, qui avait vécu deux guerres sanglantes : celle avec l'Iran et celle à l'issue de l'occupation du Koweït.

Ingérence controversée

Un scénario identique vient de faire chuter le régime de Kadhafi en Libye, où la révolte interne n'a pas suffi comme en Tunisie ou en Égypte. Les forces militaires de l'OTAN, sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy et des puissances anglo-saxonnes, ont contribué à ce renversement en appuyant des "insurgés" et en leur reconnaissant une légitimité préalablement à la réussite de ce coup d'État. Ces ingérences, au mépris des principes et des normes du droit international public, sont opérées sous le prétexte d'apporter la démocratie, sous sa forme occidentale, à des sociétés qui jouissent depuis des siècles de modèles tribaux, inhérents à leur histoire. L'instauration d'un pouvoir central fort et fédérateur, même au-

tour de personnalités très controversées, avait permis à ces pays de consolider leur État-nation et de se développer progressivement tant bien que mal : en Irak, sous l'impulsion de Saddam Hussein issu du parti nationaliste Al Baath ; en Libye avec le colonel Kadhafi qui avait fédéré les tribus ; au Yémen avec le président Ali Abdallah Saleh qui a réuni son pays ; en Syrie avec feu Hafez Al Assad, également issu du parti Baath et qui avait réussi à maintenir la stabilité intercommunautaire interne, etc.

La vague révolutionnaire atteignant la plupart de ces pays arabes, en battant en brèche les systèmes politiques nationalistes, provoque leur déstabilisation interne. La politique du *divide et impera* permet aussi, sous la couverture de la démocratie, l'émergence de courants fondamentalistes et la régression de ces sociétés. La Tunisie et l'Égypte commencent à en pâtir. Les révolutionnaires en Libye crient victoire avec des slogans religieux. Ne sont-ils pas guidés par Moustapha Abdeljalil, qui porte sur son front les stigmates de sa pratique religieuse rigoureuse ?

Conflits multiples

Au Machrek, la composition multiconfessionnelle des sociétés entraînera une multitude de conflits intercommunautaires à l'issue de la chute des régimes nationalistes fédérateurs, parallèlement au dé-

veloppement des mouvements fondamentalistes à l'instar du Hamas. Ce dernier a été encouragé par Israël pour mettre en cause et discréditer la résistance palestinienne, autrefois menée aussi bien par des chrétiens que par des musulmans. Par conséquent, l'État hébreu a la voie libre aux yeux de l'opinion publique internationale, téléguidée par les médias, pour s'attaquer à la population civile palestinienne, assimilée au Hamas puisque ses représentants ont été élus démocratiquement par elle. En commettant des massacres, à l'instar de ceux de Jenine en 2002 et de Naplouse en 2004, ou en créant des enclaves, comme à Gaza où le désespoir de la population la pousse à l'extrême. Le recours à la violence à l'encontre d'un peuple en quête de sa souveraineté, sous le prétexte de sauvegarder la sécurité du régime israélien, ne semble pas choquer, tandis que des émeutes matées en Syrie par les forces de l'ordre provoquent l'indignation des démocrates occidentaux.

Regard des médias

Néanmoins, les dernières émeutes en Grande-Bretagne, qui n'ont duré que cinq jours, et l'éventualité d'un recours à l'armée pour y mettre fin par tout moyen, ont permis de porter un autre regard sur la situation en Syrie. Ainsi, les médias britanniques ont mis un bémol dans leur façon de traiter les événements qui s'y déroulent. Malheureusement, ce n'est pas le cas en France. Le président syrien, Bachar Al Assad, est qualifié de dictateur épris du pouvoir, bien qu'il ne soit en fonction que depuis onze ans (il a été réélu en 2007) alors que le président Jacques Chirac était bien resté douze ans au pouvoir (réélu à plus de 82 % des voix en 2002) et son prédécesseur, François Mitterrand, quatorze ans : malgré la vague de protestations mettant en cause sa légitimité à la fin de son second mandat, il répondait à ses détracteurs qu'il n'entendait quitter ses fonctions qu'à l'échéance de son mandat.

En Syrie, si Bachar Al Assad quittait ses fonctions, il commettrait la pire erreur en abandonnant un pays fragilisé par le spectre d'une guerre civile intercommunautaire dont les principales victimes, comme en Irak, seraient les communautés chrétiennes. La politique étrangère de Nicolas Sarkozy, héritière de la diplomatie américaine de l'ancien président Bush, semble sacrifier nos relations au Levant au profit des lubies de M. Bernard-Henri Lévy, qui néglige l'intérêt de la France et ses amitiés séculaires avec les peuples du Proche-Orient. ■

Élie Hatem

ÉGYPTE

Le procès inique de Moubarak

Dans un pays en proie à l'instabilité croissante, le procès en cours s'avère d'autant plus périlleux.



SOUS LA PRESSION de quelques centaines de personnes manifestant place Al-Téhrir, elles-mêmes manipulées ouvertement par des ONG américaines ainsi que quelques bien-pensants professionnels, la junte militaire au pouvoir au Caire a amené devant des juges, à deux reprises, l'ex-président Hosni Moubarak. Même dans les pires régimes totalitaires, sous les nazis, les bolcheviques ou les ayatollahs de Téhéran, on n'avait vu un "accusé", à peine capable de prononcer quelques mots, traîné devant un tribunal sur une civière.

Indignation sélective

Cela s'est produit par deux fois au cours du mois d'août. On n'a vu ni entendu aucun droit-de-l'homme protester contre cette infamie, encore moins les dirigeants des pays se gargarisant du respect des libertés et des droits humains qui se bousculaient, il y a encore peu, pour n'avoir rien qu'une photo avec le président égyptien.

La forme du "procès" mise à part, que reproche-t-on au président Moubarak ? Des "massacres" lors des troubles du Caire et des centaines de victimes. Les chiffres sont imprécis et on omet d'ajouter qu'une bonne partie de ces victimes sont des agents des forces de l'ordre lynchés par les manifestants, particulièrement lorsque les postes et commissariats de police furent attaqués et incendiés. On lui prête des « millions de dollars ». Combien ? Personne ne peut le dire. Où sont-ils ? À l'étranger, répond-on sans autre précision. M^{me} Moubarak a déjà été condamnée pour « corruption » en raison de possession d'une villa au Caire et d'environ 22 000 euros sur son compte bancaire. La maison et les avoirs

bancaires ont été confisqués ! C'est dire. Il ne s'agit pas ici d'avancer qu'un dirigeant politique, aussi haut placé soit-il, devrait être à l'abri de la justice et bénéficier d'une immunité. Loin de là. Mais dans un pays en proie à l'instabilité croissante, hélas, et géré par un régime provisoire, un tel procès est inadmissible. Surtout dans les conditions que l'on a vues, avec un "accusé" sur une civière, incapable de prononcer quelques mots, autrement dit à l'article de la mort. C'est plutôt un lynchage politico-médiatique destiné à satisfaire les islamistes radicaux et leurs alliés ultra-gauchistes, et à détourner l'attention de l'opinion des vrais problèmes - notamment l'insécurité et le marasme de l'économie - que la "révolution démocratique" a créés.

Le spectre islamiste

Les vrais crimes de Hosni Moubarak sont ailleurs. La paix maintenue avec Israël à tout prix, la coexistence avec les pétromonarchies du golfe Persique, la politique de stabilisation du monde arabe et surtout une forte croissance économique, qui, une fois disparue, ferait lit de tous les extrémismes, de toutes les excités, les Frères musulmans en premier. L'infamant procès de Moubarak n'ouvre-t-il pas la voie à la mainmise des "Frères" en Égypte, en Tunisie et ailleurs ? Malheureusement, trop d'intérêts économiques et de bien-pensants ultra-médiatisés œuvrent pour que cette hypothèse soit réalisée. Voilà le vrai danger. □ P.N.

ONU

De la violence électorale

PLUSIEURS PAYS d'Asie risquent de tomber dans la violence au moment des élections, avertit le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Dans un rapport publié le 29 juin, il souligne que « la simple suspicion ou allégation de fraude est souvent suffisante dans les démocraties ou il existe un manque de confiance dans les autorités pour qu'une population réagisse violemment ». Selon un communiqué de l'ONU, il recommanderait aux gouvernements asiatiques « de prendre des mesures afin d'améliorer la crédibilité des élections notamment en



renforçant le rôle des commissions électorales, de systèmes de contrôle du financement des partis ainsi que la garantie que les responsables de violences électorales soient traduits en justice ». En revanche, bien qu'ils en dénombrent quelques victimes, les rapporteurs excluent apparemment de ralentir la marche forcée vers la démocratie... □

□ L'APRÈS-KADHAFI

Libye : vers une situation à l'irakienne ?

La chute du colonel Kadhafi semble désormais acquise. Les Occidentaux vont-ils pouvoir se partager la manne pétrolière libyenne en toute quiétude ? Ils devront compter avec un embryon de gouvernement aux contours très flous, sinon inquiétants.

Ce lundi matin, au moment où nous écrivons, bien que les escarmouches continuent encore dans plusieurs points du territoire libyen, notamment dans la capitale, bien que la ville de Syrte, la ville natale de Kadhafi, tienne toujours, la chute du régime du colonel loufoque et sanguinaire semble consommée. On ne pleurera pas la fin de ce régime, aux méthodes totalement inhumaines, et financier, jusqu'il y a peu, du terrorisme international. On n'oubliera pas non plus de sitôt tous ces dirigeants africains, occidentaux et autres, qui déroulaient le tapis rouge et s'aplatissaient devant lui... pour quelques millions de dollars.

Le rôle décisif des forces spéciales

La guerre de Libye et le processus de chute et d'élimination de Kadhafi auront duré six mois. Le dernier mois a été décisif, surtout grâce à la présence et à l'intervention des forces spéciales des puissances intervenant dans les opérations. Certes, ce n'était ni prévu, ni autorisé par l'ONU, mais la vie internationale est ainsi faite. Il s'agit maintenant de repenser l'avenir de ce pays, si riche en pétrole et surtout bénéficiant d'une position stratégique clé. L'avenir de la Libye appartient, certes, aux Libyens. Mais dans un pays aux structures tribales et à la population si diverse, où la "révolution" a été organisée et a pu réussir grâce à l'aide internationale, française surtout, les éléments extérieurs pourraient avoir une influence déterminante sur l'évolution future.

La première chose à organiser, ce n'est pas le partage des richesses pétrolières. Il se murmure que l'Italie et la France, qui importent à elles deux 80 % du pétrole libyen, sont déjà en discussion, et que la BP réclame la récompense que Londres attend de sa participation ! Il faudrait éviter à tout prix que la Libye, géographiquement si près de nous, Occidentaux, ne se transforme en



Des obusiers Palmaria détruits par l'aviation française

un nouvel Irak où règnent l'anarchie, les règlements de compte et la ruine. Le danger est, malheureusement, imminent. Le CNT, présidé par un ancien proche de Kadhafi, est un organisme aux contours mal connus, traversé par des courants opposés, souvent incapable de prendre des décisions. Le rôle des islamistes radicaux d'inspiration "Frères musulmans" y semble grand, sinon déterminant. Les déclarations des porte-parole du CNT en faveur de la laïcité, de la démocratie et des droits de l'homme pourraient être destinées à l'opinion internationale, ou plutôt occidentale. Nous aurions même tendance à écrire

"sont destinées" tout en espérant nous tromper. La chasse à l'homme et les règlements de compte ont déjà commencé et la Libye risque ainsi de plonger dans un chaos sanglant. Devra-t-on, dès lors, envoyer des troupes pour "sécuriser" le pays, comme en Afghanistan ou en Irak, avec les résultats que l'on voit chaque jour ? On commence à en parler, malheureusement.

Le maître de la capitale

Tripoli a été, certes, "conquise" par des troupes insurgées, encadrées par des forces spéciales occidentales. Mais on a presque omis de dire que le commandant de ces

troupes insurgées, Abdelhakim Belhadj, est un militant d'El Qaïda passé par les prisons de la CIA. Pour le moment, il est le vrai maître de la capitale libyenne. Enfin, si la chute du régime semble évidente, il ne faudrait pas oublier qu'une grande partie du pays reste, ce lundi matin, aux mains des partisans de l'ancien dictateur. Ils sont à même de continuer le combat ou la guérilla, désorganiser encore davantage le pays et forcer les Occidentaux à intervenir sur le terrain, ce qu'il faudrait éviter à tout prix.

Rien n'est fini

Une paix négociée, grâce à l'Union africaine ou aux Russes, eût été préférable, accompagnée d'une évolution du régime. C'est déjà trop tard. Il s'agit maintenant d'empêcher le chaos et la mainmise islamiste. Ce jeudi 1^{er} septembre, une réunion internationale devrait se tenir à Paris pour régler en quelque sorte le sort de la Libye. Espérons qu'il en sortira quelque chose d'autre qu'une promesse d'aide de plusieurs millions de dollars, qui ne sera pas tenue, et dont la Libye n'a pas vraiment besoin. Avec la chute de Tripoli, la crise n'est pas terminée. Les difficultés, les vraies, ne font que commencer. ■

Pascal Nari

» CYNISME

À l'occasion du "printemps arabe", des armes britanniques auraient servi à « mater les révoltes » selon *La Tribune*, qui fait écho aux révélations du *Times*. Ainsi Londres aurait-il approuvé l'exportation de 75 000 livres de munitions à destination du Bahreïn en janvier dernier, un mois avant que les forces de sécurité ne les utilisent pour tirer sur la foule. Quant à l'Égypte, elle aurait acheté des armes britanniques pour un montant de 44 168 livres en avril et en mai, « alors que les importations étaient nulles sur le premier trimestre » Quelques exemples parmi d'autres.

» ESPACE

La Russie accumule les déboires spatiaux : au cours de l'année, pas moins de quatre accidents sont survenus. Le dernier en date a privé la Station spatiale internationale du ravitaillement qui lui était promis. Le 24 août, en effet, un vaisseau cargo s'est écrasé sur Terre, faute d'avoir rejoint la bonne orbite. Il avait été lancé par une fusée Soyouz, dont les tirs ont été suspendus en dépit de sa fiabilité éprouvée. *La Tribune* s'est inquiétée des conséquences pour Arianespace, alors que le premier lancement d'une fusée Soyouz depuis Kourou était prévu le 20 octobre prochain. Mais la fusée utilisée en Guyane devrait bénéficier de moteurs issus d'un lot différent, c'est pourquoi Jean-Yves Le Gall, le P-DG de la société française, se veut rassurant.

» SÉMANTIQUE

Ottawa a décidé de rendre aux forces canadiennes leur appellation historique, abandonnée il y a quarante ans, annonce le *Courrier international*. Concrètement, on reparlera de "l'Armée de terre canadienne", mais aussi de l'Aviation et de la Marine "royales". Ce rappel du lien unissant le Canada à la Couronne britannique suscite l'interrogation, sinon l'indignation, de notre confrère Yves Boisvert. « *Quel pays adulte se réjouirait d'avoir une étrangère comme chef d'État ?* », se demande-t-il dans le quotidien *La Presse*. « *Par un bizarre détour psychologique et historique* », explique-t-il, « *la monarchie est pour plusieurs une composante du nationalisme canadien, justement. Un des éléments distinctifs du pays.* » C'est pourquoi, surtout hors Québec, « *une proportion consternante de Canadiens* » continuerait de vouer à la monarchie britannique « *une dévotion coloniale* ».

L'ACTION FRANÇAISE 2000

BULLETIN D'ABONNEMENT

- ✓ Civilité
- ✓ Prénom
- ✓ Nom
- ✓ Adresse
-
- ✓ Code postal
- ✓ Commune
- ✓ Téléphone
- ✓ Courriel

Bulletin à retourner avec un chèque à l'ordre de la PRIEP à :
L'Action Française 2000 10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS
CCP Paris 1 248 85 A

- Premier abonnement (un an)
 - France80 €
 - Étranger140 €
- Abonnement ordinaire
 - Un an125 €
 - Six mois70 €
- Abonnement de soutien
 - Un an150 €
- Étudiants, chômeurs, ecclésiastiques
 - Un an70 €
- Outre-mer (un an)
 - DOM135 €
 - TOM165 €
- Étranger (un an)
 - Europe165 €
 - Autres pays178 €

□ PARIS EST UNE FÊTE

La jeunesse d'Hemingway

Au cours de l'été 1957, Ernest Hemingway commença à retranscrire les souvenirs de sa jeunesse parisienne. Les voici publiés pour la première fois tels qu'il les avait figés dans son manuscrit.



Photo de passeport d'Ernest Hemingway en 1923

C'était un homme d'un mètre quatre-vingt-trois avec soixante sept centimètres de largeur d'épaules. Hemingway est un athlète de la littérature américaine au même titre que Melville, Whitman, Thomas Wolfe ou Ezra Pound. Millionnaire et prix Nobel. Chasseur de gros gibier en Afrique, il assiste à la guerre civile espagnole, pêche le gros poisson à Cuba et fume le cigare. Les femmes, la chasse, la pêche, la guerre, la boxe, le jeu, la corrida. Bref, toute la panoplie du guerrier. Ce que le monde moderne déteste le plus : l'exaltation de la virilité.

De beaux combats

Il y a chez cet auteur, comme chez Homère, une virginité de l'air, du pain, du vin, de l'eau, de la mer, au milieu desquels font rage la bataille tourmentée des hommes et l'amour violent des femmes. Mais ce sont de beaux combats, et la course de taureaux, comme les engagements militaires, avec la messe, rachètent et lavent toutes les impuretés et toutes les lâchetés. En le lisant on se prend à regretter que la femme ait cessé d'être le repos du guerrier. Et "repos" est un euphémisme. On comprend mieux pourquoi Grecs et Troyens se soient battus dix ans durant pour la plus belle femme du monde. Les romans d'Hemingway n'ont rien de cérébral et de glacé comme ceux de Malraux avec lesquels on pourrait superficiellement être tenté de les comparer, ou de métaphysique comme ceux de Dostoïevski. L'homme y fait le beau, la femme siffle ou applaudit. Deux hommes se battent pour la possession d'une femme.

Si l'Espagne fut pour Hemingway la cour de récréation et le champ d'honneur - pêche, guerre et course de taureaux -, Paris fut l'apprentissage du métier de journaliste et d'écrivain sur un coin de table de café : les camaraderies littéraires, l'amour des femmes, le Montparnasse des années vingt, Coupole, Dôme, Sélect, Closerie, Rotonde, la fréquentation des peintres. Paris fut une fête ou plus exactement, comme le dit le titre anglais, une fête ambulante (« *a moveable feast* »). La Suisse pour le ski, Pampelune pour les taureaux. « *L'Espagne est le plus beau pays du monde, elle est intacte et incroyablement dure et magnifique.* » Par intacte entendez : arriérée, non touchée par le progrès, paysanne, chevaleresque, Don Quichotesque, guerrière et éternelle. Elle est cette terre vierge où un homme, quittant l'atmosphère enfumée des bistrotis parisiens, peut enfin respirer. Montherlant à la même époque fera le même constat. Il n'y a plus de fumée dans nos cafés aseptisés, bientôt il n'y aura plus d'alcool, comme il y a de moins en moins d'encens dans nos églises. Ce n'est pas pour cela que l'air y est plus saint.

Catholique à Paris

1924 : Hemingway emménage rue Notre-Dame-des-Champs. Lettre à Ezra Pound : « *J'ai prié pour toi. Non que tu en aies besoin [sic], mais comme je me trouvais à la messe, sans rien y faire [sic], j'ai prié pour toi et pour ton concert.* » Le catholicisme lui plaît. Ce qu'il aime en lui, c'est sa partie charnelle, sacramentelle, le pain et le vin, les images,

l'incarnation, la piété populaire, la fraîcheur des chapelles, les processions, les miracles, les femmes agenouillées la tête recouverte d'une mantille, la prière du toréador avant la course, tout ce qui a manqué à son enfance puritaine. À Dos Passos, il reproche de confondre la politique et la littérature. Les choses se montrent, elles ne s'expliquent pas. L'explication, le commentaire, la glose sont la mort de la littérature. L'écrivain est un œil, non un idéologue.

Toujours en mouvement

Dehors, toujours dehors, au front, sur tous les fronts, sur les routes, et sur les rings, dans les arènes, soldat ou reporter en mouvement, toujours en mouvement. En quoi il est bien l'héritier des Melville, des Whitman et des Thoreau. Car le bien, devenu collectif, consensuel et abstrait, n'est rien d'autre qu'une forme dégradée du mal. Cet écrivain venu de l'Amérique profonde, moyenne-bourgeoise, presbytérienne, puritaine et utopiste, prêcheuse, biblique et prophétique, avait le sens, le goût et la nostalgie de la sainteté. Mourir dans l'arène ou mourir à l'autel. Il avait le sens du sacerdoce. Et le torero n'est-il pas comme le prêtre, un être consacré, c'est-à-dire mis à part pour accomplir un sacrifice qu'une société utilitariste et consommatrice est incapable de comprendre ? ■

Gérard Joulé

✓ Ernest Hemingway, *Paris est une fête* (version originale), Gallimard, 305 pages, 19,50 €.

Cinéma

□ Michel Petrucciani (en salle) - De Michael Radford, réalisateur de films tels *Le Casse du siècle*, *Le Marchand de Venise*, *Le Facteur*... Ce film est une "documentaire" sur un nain génial, passionné de jazz, qui, dès sa plus tendre enfance, grandit dans une famille de musiciens et s'imprègne de Miles Davis, Django Reinhardt, Art Tatum... Doté d'un extraordinaire sens musical et d'une agilité inégalée au piano, il devient, très jeune, une icône du jazz dans le monde entier. Ce film n'est certes pas une hagiographie car il nous dévoile un personnage peu sympathique et aux nombreux travers : alcool, drogue, égoïsme forcené, attitude désinvolte voire odieuse avec les femmes - il en épousa plusieurs ce qui laisse pantois quand on voit ce petit homme laid de 91 centimètres qu'on devait transporter dans les bras !

ROMANS

Frisson et obsession

□ En acquérant une admirable copie enluminée du Coran lors d'un séjour à Istanbul, le professeur Emmanuel Kant, éminent spécialiste de l'histoire des institutions médiévales, n'imaginait pas dans quel épouvantable guépier il se fourrait. Car ces sourates, apocryphes, ne sont rien d'autre qu'un code destiné à provoquer contre l'Occident la plus grande campagne de terreur islamiste jamais imaginée. Et jamais Kant n'aurait dû les avoir entre les mains. Entraîné malgré lui dans une spirale d'événements terrifiants, victime d'attentats en série, le paisible universitaire, soudain conscient de pouvoir peut-être empêcher le pire, accepte de collaborer avec les services secrets. Il faut, très vite, casser le code, et comprendre qui se cache derrière les Milices de l'Archange. Pour y parvenir, aucune bonne volonté, quelle que soit son origine, ne sera de trop. Pour un premier roman, *Les Milices de l'Archange* se révèle d'une qualité tout à fait remarquable et le récit, enlevé tambour battant, finit par prendre le lecteur au jeu. On croirait presque à ces abbayes cachant des officines de la CIA ou des infiltrés d'un islam fanatique, à ce Vatican miné de l'intérieur et dont les caves abritent des secrets que Gide n'imaginait point, à ces bonnes volontés tous azimuts alliées pour empêcher l'apocalypse. Cela donne, au final, un excellent moment de lecture, et de réflexion, un atout que possèdent rarement les maîtres américains du frisson.

□ Alors qu'il vit heureux avec Deborah, femme belle et talentueuse qu'il aime à la folie, le narrateur, un médecin, reste obsédé par le souvenir de son premier amour, Jacqueline, non



moins belle, non moins douée, non moins fascinante qui, jadis, lui en préféra un autre et l'abandonna, lui infligeant une blessure jamais cicatrisée. L'annonce de la maladie de Jacqueline, de sa mort inévitable, son désir de se faire pardonner de cet homme, réveillent brutalement un univers de souvenirs splendides et douloureux. Emporté par ce retour du passé, et la complaisance de Deborah à le laisser faire, le narrateur semble peu à peu confondre les visages et les destins des deux femmes au long d'une errance entre passé et présent semée de signes. S'il est impossible de résumer l'intrigue, très dense, de ce roman inclassable et d'une originalité extrême, on ne peut que rester admiratif devant le foisonnement, le jaillissement d'une langue rare, précieuse, le style d'un auteur qui, par ailleurs, exprime avec une belle ardeur des opinions et des choix auxquels nous ne saurions rester indifférents.

Anne Bernet

✓ Gérard Guyon, *Les Milices de l'Archange*, Via Romana, 320 p., 24 €. ✓ I. d'Hocquincourt, *Jacqueline... Deborah, une étrange histoire*, Société des écrivains, 625 p., 25 €.

des crétineries sur grand et petit écran. Un film certes très spécial mais à voir surtout pour les amoureux du jazz.

□ Cadavres à la pelle (en salle) - De John Landis et avec une pléiade d'acteurs plus remarquables les uns que les autres (Simon Pegg, Andy Serkis, Tim Curry, et Christopher Lee...). Basé sur l'histoire vraie de deux ruffians déterreurs de cadavres pour la recherche médicale à Edimbourg, alors capitale mondiale de la médecine, cette comédie noire nous divertit agréablement grâce à son humour anglais déjanté, quelquefois un peu lourd, au jeu exceptionnel des acteurs et aux costumes et décors d'époque très soignés. L'astucieuse réalisation de John Landis nous rend les deux héros, malgré leurs méfaits avérés, bien sympathiques et donne le rythme adéquat à cette comédie loufoque.

Frédéric Pic

CHRONIQUE

Gens et livres de mer

En cette fin d'un été exceptionnellement pourri, si vous gardez la nostalgie des plages, des ports et des vagues, voici quelques ouvrages pour vous rappeler que la mer n'est pas uniquement un espace de loisirs...

Claude Farrère peine à s'extraire du purgatoire littéraire où les éditeurs l'ont oublié depuis son décès en 1957. C'est dommage car cet officier de marine écrivain vaut infiniment mieux que Loti, aujourd'hui tout à fait revenu en grâce. Dans ces conditions, chacune de ses rares, trop rares, rééditions mérite d'être saluée, et lue. La dernière en date est un roman historique et maritime paru en 1921, *Thomas l'Agnelet, gentilhomme de fortune*.

Du rhum et du sang

Saint-Malo, 1672. La cité corsaire n'en est qu'aux prémices de sa fortune mais quelques armateurs, qui marqueront la fin du siècle, et le suivant, commencent à s'imposer. Parmi eux, le chevalier Danycan. Homme d'audace et d'entreprise, il est le premier à remarquer les qualités du jeune Thomas Trublet, et lui confie le commandement de son meilleur navire, *La Belle Hermine*, afin, muni de lettres de marques, d'aller écumer au service du roi les eaux des Antilles espagnoles. Hélas, la veille de l'embarquement, Trublet tue en duel le frère d'une fille qu'il a « mise en situation », et, contraint d'appareiller au plus vite, devine qu'il n'est pas près de revoir les remparts de la ville. Reste à ramasser assez d'argent et de gloire pour faire oublier cet accident. Mais, quand ce sera chose faite, le capitaine Trublet, dit l'Agnelet, couvert d'or et de victoires, honoré par Sa Majesté Louis le quatorzième, ne saura s'en contenter et repartira vers les Indes Occidentales, pour sa perte. Le public britannique, et Hollywood ensuite, ont porté aux nues des romans anglais du même genre, qui ne possédaient pas le charme, la puissance, la valeur littéraire et historique de cet extraordinaire histoire de flibuste, au puissant parfum d'embruns, d'épices, de rhum et de sang, et de ce Thomas Trublet, inspiré de forbans authentiques aussi fascinants que patibulaires.

Il fallut attendre la fin du XX^e siècle pour qu'historiens et sociologues s'intéressent à la flibuste, phénomène qui n'est ni la guerre de course, ni la piraterie mais contestation liée à la Réforme menant à l'apparition, sur la fameuse île de la Tortue, de contre-sociétés en rupture avec les modèles de leur temps. Les récits contemporains abondent, certains extraordinaires, tels les souvenirs du père Labat, dominicain érudit, botaniste averti, improvisé aumônier des frères de la Côte, ou du chirurgien normand Oexmelin. S'appuyant sur eux, et bien d'autres, Melani Le Bris avait publié il y a dix ans *La Cuisine des flibustiers*, qui ne se conten-



tait pas de recenser des recettes de plats exotiques mais racontait l'acclimatation des plantes au climat des Isles, la curiosité des flibustiers, premiers Européens à goûter, à leurs risques et périls, les produits locaux, quitte à se brûler le palais avec de terribles piments ou s'intoxiquer avec un crabe nourri d'un fruit toxique pour l'homme. De ces expériences, du croisement des cultures amérindienne, africaine, occidentale naquit une gastronomie singulière qui constitue l'un des charmes des Caraïbes. Au-delà de l'art de cuire le tazard, doser une pimentade ou préparer les fruits et légumes exotiques, Melani Le Bris invite, avec cette réédition en semi-poche, à une excursion dépaysante et savoureuse dans un monde de sensations. Sans doute le meilleur moyen de pénétrer l'univers de ces hommes.

Une bataille fatale

Novembre 1759 : histoire de ronger les griffes aux Godons, qui, en cette guerre de Sept ans, multiplient les raids sur les côtes bretonnes, on a décidé un débarquement en Cornouailles. L'amiral de Conflans appareillera de Brest avec ses vingt et un bâtiments et fera jonction, dans les meilleurs délais, avec l'escadre du Levant qui a quitté Toulon. Impeccable sur le papier, ce plan ne prend pas en considération le mauvais état de notre marine, systématiquement sacrifiée lors des restrictions budgétaires, ni l'écrasante supériorité de la Navy. Interceptée au large du Portugal, l'escadre toulonnaise n'arrivera jamais et, le 19 novembre 1759, Conflans se retrouve seul pour af-

fronter, devant Le Croisic, les vingt-neuf bâtiments de Hawkes. Le combat tourne au désastre. Le *Thésée* et le *Superbe* coulent à pic ; le *Formidable* se sacrifie pour couvrir la fuite du reste de l'escadre ; en cherchant à se mettre à l'abri, le vaisseau amiral, le *Soleil royal*, et le *Héros*, s'échouent sur les cailloux qui protègent l'entrée du port obligeant à les saborder. Les autres réussissent à se tirer du piège et se mettent à l'abri, excepté le *Juste*, qui s'enlise dans l'estuaire de la Loire... Il faudra une génération pour effacer cette défaite et redonner à la France une marine digne de ce nom, capable d'écraser les Anglais à la Chesapeake.

Cimetière marin

Qui se souvient de cette fatale bataille des Cardinaux ? Personne. Pourtant, dans les années cinquante, la découverte fortuite d'un canon du *Soleil royal* fait prendre conscience de l'existence, à quelques encablures des côtes, d'un extraordinaire cimetière marin. Jean-Michel Eriau, passionné par cette histoire, a consacré, depuis 1975, l'essentiel de ses loisirs à situer les vestiges du combat naval, les ramener à la surface, obtenir des mesures de conservation qui leur évitent le sort absurde de l'épave du *Juste*, retrouvée intacte, et détruite car elle gênait l'accès à la raffinerie de Donges... *Des vaisseaux de Louis XV au large de la Bretagne* raconte la redécouverte de cet extraordinaire patrimoine maritime, les plongées, les erreurs, les incertitudes, l'apprentissage de l'archéologie sous-marine, les efforts déployés, la résurrection

de cet épisode oublié. Une entreprise exemplaire, d'abord d'ordre purement privée, qui mérite d'être saluée à sa juste valeur.

La fin d'une épopée

Tous les lecteurs d'Alexander Kent se doutaient un peu, tandis que la saga de Richard Bolitho touchait à 1815, que cette date ne présageait rien de bon pour leur héros... Comment, en effet, poursuivre plus loin ce récit qui, débuté au commencement de la guerre d'indépendance américaine, déroulait sur quarante ans toute l'histoire des grandes heures de la marine britannique, habilement confondues avec la carrière et le destin d'un personnage attachant, doté de toutes les qualités ou presque, d'une humanité et d'une véracité rares chez une créature de papier que l'on voyait, de volume en volume, passer de l'enfance à l'adolescence, l'âge adulte, la maturité, connaître succès et gloire mais aussi drames et souffrances personnels ? Kent se contenterait-il, la paix avec la France définitivement signée, de renvoyer Bolitho dans ses foyers goûter, la cinquantaine venue, une retraite paisible auprès de son grand amour ? On le souhaitait sans y croire, et on avait raison puisque le romancier a cruellement choisi d'occire le héros à l'avant-dernier chapitre de cet ultime opus...

Les plus sensibles choisiront d'ignorer cette tragédie et n'ouvriront pas *Le Sabre d'honneur*. Quant aux autres, qu'ils sachent que Bolitho, dont la liaison avec lady Somervell continue d'irriter la bonne société londonienne, a

été, fort injustement, expédié diriger une mission sans intérêt à Malte afin de l'éloigner de sa maîtresse ; là n'étant pas homme à se tourner les pouces, il s'intéressera de trop près à des fré-gates barbaresques, ce qui l'amènera à découvrir les préparatifs du débarquement de Golfe-Juan, et à livrer le combat de trop. Ainsi s'achève une entreprise littéraire et historique sans égale qui fit découvrir à des millions de lecteurs la réalité de la vie à bord des navires de guerre au XVIII^e siècle et créa, autour du personnage principal, un univers de seconds rôles et de faire-valoir qui, de volume en volume, prenaient une place grandissante. Ce n'est pas sans tristesse que l'on en voit l'achèvement. Heureusement les héros de roman possèdent ce don merveilleux de revenir à la vie dès que l'on rouvre le livre. L'éditeur le sait, qui poursuit en parallèle la réédition en semi-poche de l'œuvre, toujours dans le désordre. *Victoire oblige* ramène en 1801, quand Bolitho était un contre-amiral plein de fougue, amoureux d'une femme dont il ignorait qu'elle ferait du reste de son existence un cauchemar, et chargé, après le traité d'Amiens, de sonder les intentions françaises et vérifier l'existence d'un plan d'invasion de l'Angleterre.

Un classique absolu

Terminons par un classique absolu, *Le Loup des mers* de Jack London. Un jeune et brillant critique littéraire emprunte comme à l'accoutumée le ferry de San Francisco ; il y a du brouillard, le bateau, éperonné, coule. Le journaliste reprend connaissance à bord du *Loup des mers*, phoquier faisant route vers le Grand Nord afin d'y massacrer des blancs ; le moins qu'on puisse dire est que l'équipage ne se compose pas d'âmes sensibles. Quant au capitaine Larsen, c'est une brute psychotique qui, trop contente d'avoir un homme de plus pour la campagne, refuse de se dérouter pour déposer le rescapé à terre. À son corps défendant, le garçon se retrouve embarqué dans un voyage initiatique terrible et extraordinaire. London croyait avoir écrit une réfutation circonstanciée du mythe du surhomme nietzschéen incarné par Larsen. Aucun de ses lecteurs ne s'en est jamais aperçu. En revanche, il donne là un chef d'œuvre inégalé. La preuve en est qu'il est possible de le relire trente ans après une première découverte, et d'en retrouver, intactes, les émotions et les saveurs. Et cela, c'est très rare. ■

Anne Bernet

✓ Claude Farrère, *Thomas l'Agnelet*, Phébus Libretto, 415 p., 10,50 € ; Melani Le Bris, *La Cuisine des flibustiers*, Phébus Libretto, 315 p., 10 € ; Jean-Michel Eriau, *Des vaisseaux de Louis XV au large de la Bretagne*, Ouest-France, 245 p., 16 € ; Alexander Kent, *Le Sabre d'honneur*, Phébus, 363 p., 24 € ; *Victoire oblige*, Phébus Libretto, 371 p., 11 € ; Jack London, *Le Loup des mers*, Phébus Libretto, 380 p., 10,50 €.

□ EXPOSITION

Honneur et fidélité

Képis blancs, tabliers de buffle et haches de sapeur ont envahi le musée de la Légion d'honneur, dont les visiteurs sont plongés au cœur des archives de la Légion étrangère.



La Légion étrangère défilant à Aubagne le 30 avril 2007 pour la commémoration du combat de Camerone

Àu début de l'été, M^{me} Eva Joly a cru devoir s'en prendre au défilé militaire du 14 juillet. Le propos indigna d'autant qu'il fut tenu le jour où des soldats français avaient été tués en Afghanistan. « Cette dame n'a pas une culture très ancienne des traditions françaises, des valeurs françaises, de l'histoire française. » La réplique du Premier ministre fut jugée maladroite par certains. Peut-être. Mais on ne peut qu'inciter M^{me} Eva Joly à se rendre sur les Champs-Élysées le 14 juillet. Pour paraphraser ce qu'André Malraux dit en d'autres circonstances plus politiques et partisans, « le 14 juillet, c'est le métré ». Ne cherchez pas qui est de droite, qui est de gauche. La France communique avec son armée. Ce n'est plus à Longchamp, comme le chantait Paulus, mais aux Champs-Élysées que « gais et contents nous marchions triomphants [...] voir et complimenter l'armée française ». Chaque année, la ferveur monte lorsque d'un

pat lent accordé à la musique, la Légion se profile, grandit, passe derrière ses étendards et son chapeau chinois. Prolongez ce "moment" en allant à la rencontre de la Légion étrangère au musée de la Légion d'honneur¹. Un exposition lui est consacrée. Bien pensée, bien conçue. À travers elle, c'est la Légion qui est à l'honneur.

À la rencontre de soldats illustres

En prologue, les objets et signes distinctifs qui n'appartiennent qu'à elle. Le képi blanc, qui pourtant ne fut consacré coiffe officielle que le 14 juillet 1939. À côté, le tablier de buffle et la hache de sapeur qui rappellent la vocation de bâtisseurs des légionnaires. Plus loin, les épaulettes vertes et rouges ainsi que la ceinture bleue. Enfin le célèbre chapeau chinois, instrument venu initialement de Turquie comme son nom ne l'indique pas. Il est intégré aux musiques européennes à partir du XVI^e siècle. Il demeurera en usage sous l'Empire puis dans l'armée d'Afrique. De nos jours, la clique de la Légion est la seule formation musicale à l'avoir gardé comme ornement. La Légion ainsi définie par ses attributs, passons ses hommes en revue. Ses héros plutôt. Bien des noms figurent dans l'armorial des armes françaises. À commencer par celui du capitaine Danjou, tombé au Mexique, à Camerone. Une de ses tuniques, ses décorations, sa montre et la reproduction en plâtre de la prothèse en

bois de sa main figurent à l'exposition. Dans la même salle est illustrée la vie du général Paul-Frédéric Rollet qui, à la tête de ses hommes, dirigea l'attaque du 14 septembre 1918 permettant de percer la ligne Hindenburg. On l'appela "père la Légion". Les noms des légionnaires illustres sont honorés chacun par une vitrine contenant des objets ou uniformes leur ayant appartenu. Des panneaux didactiques expliquent leur personnalité. Parmi eux, on trouve les descendants de familles impériales, royales, princières. Ainsi en est-il du prince Napoléon du 1^{er} étranger. Du prince Aage du Danemark qui commanda au Maroc le 2^e bataillon du 3^e régiment étranger de 1935 jusqu'à sa mort en 1940, et dont de nombreuses décorations disent le courage dont il fit preuve, en particulier lors de la guerre du Rif. Enfin, Louis II de Monaco, ancien officier qui fut fait "sergent-chef honoraire de la Légion étrangère", qualité dont il demeure jusqu'ici l'unique titulaire. L'armorial est loin de se conclure. Il est d'autres légionnaires dont les noms, les actes de bravoure sont relevés et honorés. Rendez-vous au musée de la Légion d'honneur. L'histoire vous y attend, saisissez la reconnaître. ■

Charles-Henri Brignac

✓ Musée de la Légion d'honneur, 2 rue de la Légion d'honneur (métro Solférino) ; jusqu'au 14 octobre, du mercredi au dimanche de 13 heures à 18 heures ; entrée libre.

Présence de Bainville

Mis à l'honneur dans la presse, Bainville se trouve par ailleurs invoqué dans le débat économique.



JACQUES BAINVILLE a fait l'objet d'un éloge dans les colonnes de L'Express. « L'historien et journaliste monarchiste avait tout pour lui : lucidité, brio, maîtrise de tous les genres », lit-on en introduction d'un article publié le 12 août sur le site Internet de l'hebdomadaire. Outre « l'aptitude de Bainville à la prophétie », qu'il juge « époustouflante », Emmanuel Hecht souligne la distance qui le sépare de Charles Maurras et Léon Daudet. Une concession au "politiquement correct" au demeurant nuancée, d'autant que notre confrère invoque une « question de tempérament ». De fait, « les coups de poing [...], la crudité et la violence du langage [...], l'antisémitisme, répugnaient au distingué Jacques Bainville ».

Rigueur budgétaire

Par ailleurs, on relèvera quelque écho à l'actualité en relisant les articles économiques de l'illustre journaliste. « Rien de plus terrible que la liberté donnée à l'État d'imprimer du papier-monnaie », écrivait-il dans L'Action Française du 2 novembre 1925. À ses yeux, l'indépendance de la Banque de France constituait un « garde-fou » grâce auquel avait été contenu « le gaspillage financier, inhérent aux démocraties ». Cela nourrira la discussion, au moment où l'on envisage de monétiser la dette publique en autorisant de nouveau l'État à se financer directement auprès de la banque centrale, en marge de la pression des marchés. « Quand on n'a pas assez de bonne monnaie, et qu'on est bien résolu à ne pas recourir à la fausse, quand on veut se contenter de ce peu de bonne monnaie plutôt que d'aller à la ruine par une richesse fictive, que faut-il faire ? » se demandait Jacques Bainville, quelques mois plus tard, toujours dans les colonnes du quotidien royaliste. « Se restreindre », répondait-il.

Selon lui, « il n'y a pas d'autre système que les économies ». Peut-être les circonstances ont-elles changé - l'heure n'est plus à l'inflation galopante. Et peut-être nos lecteurs partageront-ils l'aversion de Maurras pour certaines théorisations... « Il n'y a pas de protectionnisme, il n'y a pas de libre échange qui tienne », affirmait-il. « Il y a la vigilance et l'incurie, il y a l'organisation intelligente des tarifs ou la résignation à leur jeu automatique et mécanique, lequel ne peut être que désastreux comme toute résignation humaine aux caprices de la nature. » Quoi qu'il en soit, ce constat établi en 1926 par Jacques Bainville nous semble toujours d'actualité : « Les neuf dixièmes de la France ne comprennent rien à ce qui se passe. D'où la difficulté de demander à la masse, représentée par ses élus, des sacrifices dont la portée et la destination lui échappent. » Or, selon l'historien d'AF, « dans toute la mesure où elle était indépendante de l'élection, la Restauration a été économe. Dans toute la mesure où elle dépendait de l'opinion publique, elle a suscité un mécontentement et des rancunes que ne désarmait pas le retour de la prospérité. "Grande et importante leçon", eussent dit nos pères. Elle explique la lâche paresse avec laquelle nos gouvernements démocratiques se sont laissés aller, comme la Révolution elle-même, sur la pente facile des assignats et de l'inflation. » Ainsi que sur celle des déficits... □ G.D.

✓ Les citations de Jacques Bainville sont tirées de *La Fortune de la France*, un recueil d'articles paru en 1937 et disponible gratuitement dans la bibliothèque numérique des "Classiques des sciences sociales" : <http://classiques.uqac.ca/>

L'histoire au fil des épées

UNE EXPOSITION sur l'épée, ses usages et sa symbolique est organisée jusqu'au 26 septembre à Paris par le musée de Cluny, musée national du Moyen-Âge. Elle réunit plus de cent vingt armes, couvrant la période du V^e au XV^e siècle. À travers manuscrits, peintures, objets d'orfèvrerie et ivoires sont présentés les techniques de fabrication de l'épée ainsi que ses différents usages : concrets, pour la guerre ou l'escrime, ou symboliques, comme lors du rituel de l'adoubement. À découvrir, notamment : l'épée de Jeanne d'Arc. □



✓ « L'épée, usages, mythes et symboles » ; musée de Cluny, 6 place Paul Painlevé, Paris 5^e ; tous les jours sauf le mardi de 9 h 15 à 17 h 45 ; 8,50 euros, gratuit pour les moins de vingt-six ans et pour tous le premier dimanche du mois.

» LIMOGES RÉVÉLÉ

Dans notre numéro précédent, nous avons évoqué une très belle exposition consacrée à la photographie qui se tient à Limoges jusqu'au 25 septembre. Nous en rappelons le lieu et les horaires d'ouverture : 6 rue Longuequeue, Limoges ; du mardi au dimanche de 10 heures à 19 heures ; 05 55 45 60 49.

□ TOCQUEVILLE

L'irrésistible démocratie

La démocratie étant au cœur des débats du CMRDS 2011, il était indispensable d'y évoquer Alexis de Tocqueville. D'autant que l'actualité peut sembler confirmer à nouveau ses intuitions. Voici donc la substance de la conférence qui lui était consacré.

Oublié dès la fin du Second Empire, absent des réflexions qui agitent le monde jusqu'au mitan du XX^e siècle, inaudible dans l'affrontement entre fascisme et communisme, Tocqueville doit sa renaissance à Raymond Aron, auteur en 1967 des *Étapes de la pensée sociologique*. Dans cet ouvrage fondamental l'adversaire de Jean-Paul Sartre lui redonne toute sa place. Après 1989, la fin du marxisme appliqué donne raison à ce pilier de la démocratie libérale et il est devenu une référence incontournable, toujours cité mais rarement lu.

Le poids des origines

Alexis de Tocqueville est né en 1805 à Paris mais la famille est normande et de vieille noblesse. Il est l'arrière-petit-fils de Maleherbes et proche parent de Chateaubriand par la famille de sa mère, les Rosambo. À l'orée du Premier Empire, les familles aristocratiques sont un peu comme les familles françaises de 1918, elles ont toutes de près ou de loin un mort à pleurer. Chez Tocqueville, on ne se lasse pas d'évoquer le martyr du bisaïeul, avocat courageux de Louis XVI, tout en se gardant bien d'évoquer le très libéral directeur de la Librairie royale sous Louis XV qui, au lieu de censurer *L'Encyclopédie*, laissait passer volume après volume cette machine de guerre imprimée aux Pays-Bas. On se décrit également sur l'exécution tragique et conjointe du frère aîné de Chateaubriand et de son épouse née Rosambo. Ce couple exécuté pendant la Grande Terreur est au nombre de ceux qui iront fleurir le cimetière de Picpus. Ces martyrs hantent l'imagination du petit Alexis. Chez lui, on se veut légitimiste. « J'avais ressenti jusqu'à la fin pour Charles X un reste d'affection héréditaire » assurera Alexis, devenu jeune avocat. En 1830, lorsque surgit Louis-Philippe, le père d'Alexis, préfet à Versailles, doit renoncer à sa pairie. Quant à ses deux frères, ils s'engagent deux ans plus tard dans l'équipée de la duchesse de Berry avec le résultat que l'on sait. La seule plaidoirie du magistrat Alexis de Tocqueville sera d'ailleurs pour défendre en 1832 son cousin et ami Kergourlay, mouillé dans l'aventure. Cette fidélité familiale ne prédisposait pas un Tocqueville à devenir, quelques décennies plus tard, le maître à penser d'un Giscard, d'un Madelin ou d'un Strauss-Kahn.

Il y a plusieurs raisons au désamour, du moins au désintérêt, dont fut victime auprès de ses compatriotes, et après sa disparition, l'auteur de *La Démocratie en Amérique*. Contre toute at-



tente, il va prêter serment en 1830 à Louis-Philippe. Incompréhension de la famille devant ce qui passe pour de l'opportunisme. Scandale, rejet, gêne, Alexis suscite le débat. Pour nombre des siens, il est le traître à sa caste. Il le restera longtemps. D'autant qu'en 1848, on le verra participer au gouvernement de la II^e République comme ministre des Affaires étrangères.

Tocqueville l'Américain

Ce soutien à des légalités successives rappelle Rivarol et « la difficulté en Révolution, non pas de faire son devoir, mais de le connaître ». Il n'empêche, Tocqueville comprend tout l'intérêt d'un long voyage outre-Atlantique. Bien avant l'architecte Gabriel Blouet, son ami Gustave de Beaumont se passionne pour les réformes pénitenciaires aux États-Unis et compte s'y rendre. Tocqueville se jette sur l'occasion et propose de l'accompagner. Le voyage dure près d'un an, d'avril 1831 à février 1832. Les deux amis ont des lettres d'introduction de poids : Chateaubriand et La Fayette leur permettent de rencontrer le président Jackson. Munis de ces laissez-passer de poids, ils parcourent le Canada, descendent le Mississippi et découvrent la Louisiane. Les États-unis ne comptent encore que vingt-six États et tout juste vingt millions d'habitants. Pour Tocqueville, les prisons américaines ne sont qu'un prétexte. Il voit autre chose dans ce voyage.

La démocratie française se réclame de la Nuit du 4 Août, ce qui n'est pas le cas du Nouveau Monde né démocrate. Tandis que, chez

nous, elle n'a rien de naturel, en Amérique, la démocratie voit le triomphe d'une aristocratie sans noblesse. Semblable au marathon de New York, cette compétition sportive de la V^e avenue, la démocratie américaine est séduisante et contagieuse en apparence, féroce et sélective en réalité. La démocratie des Modernes n'est pas celle des Anciens. Celle des Modernes est inséparable de l'industrie, de la science, de la rationalité efficace et utilitariste, et son éclosion européenne a dévoré notre civilisation traditionnelle, non sans résistance. La France est restée attachée à la démocratie des Anciens, à la noblesse et donc à une morale de la générosité ; son utilitarisme est toujours honteux et retors, jamais sans arrière-pensées. La démocratie en France, c'est tout autre chose que la démocratie en Amérique, mouvement spontané qui donne à chacun sa chance mais sans obligation de parvenir, le recours à la violence n'intervenant que rarement. Daniel Halévy résumait, en 1932, la manière très particulière d'être démocrate en France : « Des privilèges pour tout le monde ! » La passion égalitaire est donc l'inévitable pathologie de la démocratie. Elle ne cessera d'être l'arme des démagogues qui règnent par la culture de masse, à grand renfort d'une surenchère ruineuse pour l'intelligence, oppressive pour la bonne humeur. Tocqueville voit déjà tout cela et publie en 1835 un premier volume, suivi d'un second en 1840, *La Démocratie en Amérique*.

Tocqueville l'Américain - ce qui soit, dit en passant, n'est pas la meilleure façon d'être apprécié sous nos latitudes -, Tocqueville

le traître à son camp, qui a épousé une roturière dont il n'aura pas d'enfant, assure plus qu'il ne parie sur l'inéluctabilité du fait démocratique. Les États-Unis donneront l'exemple, c'est sûr, vous n'y pouvez rien, tout sera balayé par le vent démocratique et la noblesse sera pareille à ces Indiens d'Amérique, des *loosers* en déclin avant leur disparition finale. La démocratie a une vocation universelle et chaque pays succombera à cette nouvelle tentation.

Providence

« De quelques côtés que nous jetions nos regards, nous apercevons la même révolution qui se continue dans tout l'univers chrétien. Partout on a vu les divers incidents de la vie des peuples tourner au profit de la démocratie ; tous les hommes l'ont aidée de leurs efforts : ceux qui avaient en vue de concourir à ses succès et ceux qui ne songeaient point à la servir ; ceux qui ont combattu pour elle, et ceux même qui se sont déclarés ses ennemis ; tous ont travaillé en commun, les uns malgré eux, les autres à leur insu, aveugles instruments dans les mains de Dieu. Le développement graduel de l'égalité des conditions est donc un fait providentiel, il en a plusieurs caractères : il est universel, il est durable, il échappe chaque jour à la puissance humaine ; tous les événements, comme tous les hommes, servent à son développement. » On notera l'utilisation du terme "providentiel", vocabulaire des contre-révolutionnaires mais retourné contre eux. Donc inéluctabilité de la démocratie, et cela

dans tous les pays du monde, c'est plutôt bien vu et on comprend l'attrait retrouvé pour Tocqueville au moment où le Bien triomphe à Tripoli. Reste que, pour Tocqueville, si résister à l'élan démocratique est aussi vain que des barrages de sables devant la marée montante, il nous appartient de veiller au maintien de la Liberté. Face à la passion égalitaire dévoreuse des libertés particulières, il convient de demeurer le défenseur acharné de ces dernières. Le premier article de la Déclaration du 26 août 1789, prétendument des droits de l'espèce humaine, trahie dès l'origine l'incompatibilité Liberté-Égalité. On sent que ces apprentis sorciers de Constituants se méfient des deux termes ensemble. Tocqueville remarque que l'Amérique a réussi à combiner esprit de liberté et esprit de religion et, sans ignorer le sectarisme des puritains, il constate les progrès éducatifs, la gestion locale des affaires courantes. La religion n'empêche rien : « Loin de se nuire, ces deux tendances, en apparences si opposées, marchent d'accord et semblent se prêter un mutuel appui. »

La liberté menacée

Il faudra donc veiller à la défense de la Liberté - souci chez Tocqueville plus politique qu'économique - mais sans ignorer d'autres menaces. Ainsi, la tyrannie de la majorité, toujours à craindre, se traduit par un despotisme de type nouveau dans lequel le pouvoir est d'autant plus puissant qu'il n'est plus situé dans un individu ou dans un groupe social. Cela rend immatériel le despotisme et la bureaucratie toute puissante. On ne réprime plus les pensées dissidentes, on les rend inconcevables. Il est d'ailleurs inconcevable en France, en 2011, d'être d'Action française, ne trouvez-vous pas ? Plus de nécessité à réprimer, le sentiment général est un solide rempart. En vérité, l'égalité ruine les pensées différentes de celles du grand nombre et, toujours, l'individu préfère s'en remettre à l'opinion publique, garant de sa conformité. Terribles mais combien justes demeurent ces mots de 1840 : « À mesure que les citoyens deviennent plus égaux et plus semblables, le penchant de chacun à croire aveuglément à un certain homme ou une certaine classe diminue. La disposition à en croire la masse augmente et c'est de plus en plus l'opinion qui mène le monde. » Cette faiblesse a sa logique car les hommes préfèrent l'égalité à la liberté ; les biens qu'elle procure sont bien plus immédiats. La passion de l'égalité toujours plus ardente finira tout aussi bien à mettre la société démocratique en contradiction avec elle-même.

À l'heure où triomphe le Bien et où la démocratie complète son tableau de chasse dans des pays parfois inattendus, relisons sans préjugé Tocqueville. Reconnaissons lui la justesse de ses intuitions, la pertinence de ses analyses, quitte à refuser son apparent pragmatisme, où manque peut-être, malgré tout, un peu d'espérance, qui fait notre force. ■

Marc Savina

□ BANDE DESSINÉE

A l'école du Schtroumpfissime

L'arrivée des Schtroumpfs au cinéma a donné lieu à la réédition commentée d'un chef d'œuvre de Peyo. C'est l'occasion de redécouvrir un album que s'approprient volontiers les militants d'Action française.



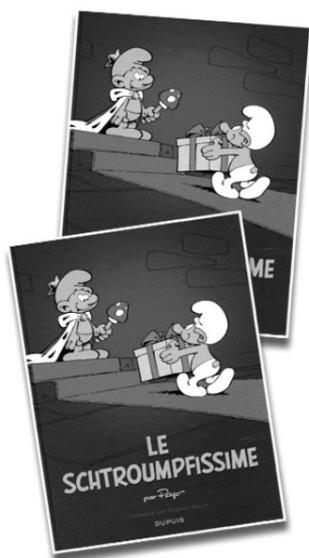
L'appropriation par les militants d'AF de la culture de la bande dessinée dans la période contemporaine témoigne de la vitalité et des capacités de renouvellement de notre mouvement. Les détournements des aventures du *Concombre masqué* de Mandryka ou de la *Marque jaune*, célèbre album de la série *Blake et Mortimer*, ont marqué les publications de la "Génération Maurras" des années quatre-vingt-dix (*Le Feu Follet*, *Insurrection*).

Un conte politique

Autre inspiration importante pour les jeunes maurrassiens : la lecture du *Sceptre d'Ottokar* d'Hergé où Tintin vole au secours du roi de Syldavie, symbole de la résistance d'une autorité monarchique éclairée et bienfaisante à la montée des régimes totalitaires. Mais le plus important des albums de bande dessinée pour la jeunesse d'AF est sans doute *Le Schtroumpfissime* de Peyo dont une réédition savamment commentée par Hugues Dayez vient de paraître chez Dupuis.

Il s'agit de la première longue aventure en quarante planches des Schtroumpfs parue en 1964 dans *Le Journal de Spirou*. Jusque-là, les petits hommes bleus n'avaient inspirés à leur auteur que des mini-récits et deux histoires en vingt planches. L'argument est simple : le Grand Schtroumpf quitte le village pour partir en quête d'un ingrédient pour ses préparations alchimiques. Pendant son absence, le peuple Schtroumpf veut se choisir un chef provisoire et la lutte de tous contre tous s'engage. Il en résulte une anarchie complète. Finale-

ment, un Schtroumpf plus malin que les autres propose d'élire le remplaçant du Grand Schtroumpf et, en se livrant à la démagogie la plus effrénée (promettant tout à tous), il réussit à se faire élire. Une fois élu, le Schtroumpf "président" se proclame Schtroumpfissime et s'entoure d'un appareil digne de l'empereur Bokassa ! Il finit par instaurer une tyrannie inouïe à laquelle une conjuration de la moitié du village et surtout le retour du Grand Schtroumpf pourront mettre heureusement un terme à la fin de l'album.



L'art avec lequel Peyo ridiculise la campagne électorale du futur Schtroumpfissime fait immédiatement penser à la satire des démagogues de la démocratie athénienne proposée par Aristophane dans *Les Cavaliers*. Le processus qui conduit directement la démocratie à la tyrannie n'est pas sans rappeler aussi le livre VIII de

la *République* de Platon, les exemples historiques de César, Napoléon ou Hitler, ainsi que la leçon politique offerte par Maurras dans *De Démos à César*. La distinction assez guénonienne entre la nature du pouvoir du Schtroumpfissime, fondée sur la séduction des masses, et celle de l'autorité du Grand Schtroumpf, sorte de roi-prêtre, magicien, alchimiste, dont la légitimité échappe totalement à l'opinion, manifeste enfin avec éclat ce qui distingue un pouvoir tyrannique moderne d'une monarchie traditionnelle. Bien sûr, l'album n'est pas seulement un conte philosophique et sa dimension comique fait beaucoup pour rendre la leçon agréable, à la manière des fables de La Fontaine.

Aux sources de l'œuvre

Les commentaires d'Hugues Dayez ajoutent indéniablement quelque chose à l'intérêt d'une relecture de l'album. Son travail est surtout remarquable en ce qui concerne l'étude des sources de l'œuvre et des nombreux effets d'intertextualité qu'elle présente. L'analyse de ces jeux d'écho entre la BD de Peyo et d'autres productions de la même époque est très enrichissante. On peut toutefois regretter un manque d'approfondissement de la dimension politique de l'album... Pussions-nous modestement contribuer à corriger ce manque. ■

Stéphane Blanchonnet
www.a-rebours.fr

✓ Peyo, *Le Schtroumpfissime*, édition commentée par Hugues Dayez, Dupuis, 88 p., 19,95 €.

LÉON DE MONTESQUIOU

Qu'est-ce qu'un pouvoir absolu ?

« *Tout pouvoir est absolu, c'est-à-dire souverain, ou alors il n'est pas le pouvoir* », écrit Léon de Montesquiou, qui ne se préoccupe pas moins de lui fixer des limites.

LE COMTE Léon de Montesquiou comptait parmi les fondateurs et les tout premiers animateurs de l'Action française, au côté de Charles Maurras, Henri Vaugeois et Maurice Pujo. À la suite d'un bruit qui avait couru dans les salons parisiens et dans lequel on l'accusait de ne pas admettre que le roi puisse gouverner par lui-même, il fit paraître, le 16 janvier 1911, dans le journal du mouvement un article intitulé : « *L'Autorité* ». Dans ce texte il précise la signification de l'expression, qui de nos jours, est si souvent bafouée : "pouvoir absolu".



voir doit être illimité ? Nullement. Le pouvoir doit avoir toute l'indépendance nécessaire à son exercice dans la sphère des grands intérêts d'État.

Mais, par contre, l'activité des citoyens doit pouvoir s'exercer librement dans la sphère de leurs intérêts particuliers. En d'autres termes, si le pouvoir doit être indépendant, absolu, souverain, il doit d'autre part avoir des limites. [...] Ces limites ne peuvent être posées que par des forces réelles [...] dont les idées révolutionnaires empêchent la reconstitution, et que pourront seules nous rendre la liberté d'association et la décentralisation. »

Cette liberté d'association et la décentralisation sont des valeurs que prônait Tocqueville dans *La Démocratie en Amérique*, dont il avait constaté l'efficacité outre-Atlantique. Il avait été particulièrement frappé par le peu d'importance qu'avait le gouvernement central dans la vie des individus qui peuplaient les États-Unis à l'époque, qu'ils soient commerçants, colons ou agriculteurs, et par la liberté dont jouissaient tous les citoyens.

Feu sur Tocqueville

Il est paradoxal de voir que Montesquiou, huit ans auparavant, le 15 avril 1903, avait écrit dans la revue de l'Action française¹ un article qui avait fait beaucoup de bruit et qui est encore bien souvent discuté : « *M. de Tocqueville est un criminel* ». Il reprochait au jeune magistrat d'avoir, dans son ouvrage, mis en avant les avantages de la démocratie. Tocqueville, bien que royaliste légitimiste, dont le père avait été fait Pair de France par Charles X, pensait, en effet, qu'à une échéance qu'il ne pouvait préciser, la France deviendrait une démocratie, et c'est ce qui l'avait incité à aller en Amérique pour se rendre compte, par lui-même, de la façon dont un tel État pouvait fonctionner. □

Louis de Galice

1 - Celle-ci n'était alors que bimensuelle ; le journal ne deviendra quotidien qu'en 1908.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

Carte postale du CMRDS

Le Camp Maxime Real del Sarthe se déroulait du 21 au 28 août. La semaine s'est avérée à la fois studieuse et joyeuse, si l'on en croit cette "carte postale" envoyée depuis la Vendée, où la jeunesse d'AF s'était réunie cette année.

LES JOURNÉES s'enchaînent au domaine du Sourdy en plein cœur de la Vendée militaire où s'activent aujourd'hui une partie des jeunes étudiants et lycéens de l'Action française. À raison de

deux conférences, un cercle d'études et divers ateliers par jour, à quoi s'ajoute l'heure quotidienne de sport, le temps passe vite, au point que nous sommes surpris de découvrir que le camp

touche à sa fin. Vendredi soir, une trentaine d'entre nous ont découvert la cinéscène du Puy du Fou : Un moment fort. Un compte-rendu plus détaillé dans le prochain numéro. ■



Centre royaliste d'Action française

10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS
communication@actionfrancaise.net

Président du Comité directeur d'AF Stéphane Blanconnet	Trésorier Giovanni Castelluccio	Provinces Philippe Castelluccio
Secrétaire général Olivier Perceval	Secrétaire administratif Marie-Suzanne de Benque d'Agut	Militantisme Jean-Baptiste de l'Aviath
Secrétaire général adjoint Romain Hellouin	Formation Marc Savina	Responsable opérationnel François Bel-Ker

L'année sera dure

SELON le dernier rapport de l'INSEE, 13 % de la population française vit avec moins de 949 euros par mois (seuil de pauvreté monétaire). Cela signifie que nous atteignons presque le cap des huit millions de pauvres, parmi lesquels trois millions environ sont des salariés. Ces chiffres sont ceux de 2010. La crise économique mondiale faisant sentir ses effets en France, notamment depuis l'annonce des mesures de restrictions relevant de la "règle d'or", cela laisse supposer une aggravation de la situation en 2011. Les conséquences du point de vue de la santé, de la sécurité du logement et de l'alimentation de base pourraient être alarmantes, notamment pour les Français les plus exposés : personnes âgées, jeunes foyers, familles monoparentales (euphémisme des démographes pour dire mères célibataires). L'année va être dure, sur fond de présidentielle. L'Action française s'invitera dans la campagne, selon son propre mode opératoire, pour mettre en demeure les candidats de nous donner leur vision de la France de demain. Nous ferons aussi connaître nos propres voies de redressement de la France, qui passent nécessairement par une rupture avec un système oligarchique et fi-



nancier dont plus personne n'est capable de dire qui le dirige, si ce n'est ... les marchés. L'Action française se déclare, d'ores et déjà, totalement solidaire de la France qui souffre et qui demande justice. Le roi au-dessus des partis et des groupes de pression, desquels il ne tient pas sa légitimité, est seul à pouvoir prendre les décisions courageuses qu'exigent une situation si grave, laquelle, plus qu'une crise économique, est une crise de civilisation. Nous en appelons donc au roi et au réveil des consciences de tous les français pour mettre un terme à la toute puissance du totalitarisme libéral mondial qui écrase notre pays. □

Olivier Perceval

» RDV AU CHAPITRE

Avis aux Bretons : nous encourageons nos lecteurs et sympathisants à se retrouver au café du chapitre, 26 rue du Froust à Quimper (derrière la cathédrale). Ambiance chaleureuse garantie !

Le nouvel insigne de l'AF est disponible

Vous pouvez le commander dès maintenant.

□ L'insigne blanc est le nouvel insigne officiel du mouvement. Son prix de vente est de 10 euros (chèque établi à l'ordre du CRAF, 10 rue Croix des Petits Champs, 75001 Paris).

□ L'insigne bleu est celui des vendeurs volontaires et des militants méritants. Il peut être remis, de manière officielle, par un cadre du mouvement lors d'un événement de section (fête de Jeanne d'Arc, 11 novembre, etc.), fédération (meeting, session, etc.) ou national (banquet, fête de Jeanne d'Arc, CMRDS, etc.). Cet insigne ne peut être vendu.



□ L'insigne rouge est celui des cadres du mouvement. Le secrétaire-général est le seul à pouvoir donner cet insigne.

Notre librairie

Livres neufs
Livres de Charles Maurras, Léon Daudet, Jacques Bainville

Demandez la liste à nos bureaux :
10 rue Croix-des-Petits-Champs,
75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06



NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ?

Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !

BULLETIN D'ABONNEMENT
EN P. 9

□ M^{gr} LE COMTE DE PARIS, DUC DE FRANCE

« Une magnifique mutation »

M^{gr} le comte de Paris, duc de France, nous a fait l'honneur de répondre à nos questions sur la Crise et l'actualité internationale. Il nous livre également sa vision de la royauté, garante d'une mémoire « *mémoire historique, vivante et dynamique* ».

□ L'Action Française 2000 - Monseigneur, quel bilan économique et social tirez vous de l'année écoulée ?

□ SAR Monseigneur le comte de Paris - Le mal dont souffre la France est mondial. La crise n'est pas seulement financière, elle touche l'économie du monde et par ricochet les classes moyennes et surtout les plus défavorisés. Dans les temps anciens, les premières monnaies étaient frappées à l'effigie des dieux puis à celle des rois dont l'image était inscrite dans l'or, l'argent ou le cuivre. Tels les dieux, ils étaient garants du bien-être des hommes et donc de la monnaie source d'échanges. Apparut alors la République sans visage et anonyme. Le papier remplaça le métal bien qu'il demeurât convertible en or. De nos jours, la monnaie est devenue virtuelle, ce qui vient à dire qu'elle ne repose que sur du vent ou des impulsions électroniques. Depuis les accords de Bretton Woods, au lendemain de la dernière grande guerre, le dollar qui garantissait cette illusion devient lui-même illusoire. Ceux qui détiennent actuellement des créances sur les États-Unis d'Amérique peuvent se réveiller, demain, comme tant de Français lors des emprunts Russes en 1917, avec seulement du papier qui ne vaudrait plus rien, des souvenirs égarés.

Cet engrenage mortifère doit impérativement être repensé, et les dirigeants d'Europe comme ceux du G20 doivent édicter des règles strictes et contraignantes, de sorte que les banques tout comme les *traders* et les spéculateurs n'outrepassent pas des bornes fixes, afin de ne plus mettre en péril l'économie du monde. Règles assorties de sanctions sévères, comme il en existe pour les citoyens qui ont été incités à se sur-endetter.

Une société, à l'image du corps humain, a nécessairement besoin que son sang circule de façon à irriguer la plus lointaine petite cellule. Or actuellement, comparable au sang, l'argent est aspiré à sens unique vers les sphères multinationales de plus en plus inaccessibles et ne retourne pas vers les plus modestes cellules du corps social. Il y a carence, il y a un début de gangrène, il pourrait y avoir embolie. Et ce ne seront ni les perfusions forcées, ni les dialyses imposées qui régleront durablement le problème. Il ne sera que déplacé.

Le Français, sans plus de points d'appui, se trouve déséquilibré et déboussolé. La confusion saisit cette nouvelle tour de Babel et s'installe à presque tous les niveaux de la société, faisant exploser notre monde en un kaléidoscope de factions trop souvent hostiles les unes aux autres. Une



société sans objectif autre que l'argent, sans âme et sans amour, est vouée à la destruction. Notre époque qui a tant besoin de signes pour espérer ne reçoit de ceux qui, par essence, devraient nous reconforter, que des réponses pieuses ou politiquement correctes et trop souvent sans rapport avec la réalité vécue au quotidien et sa nécessité vitale. Or la France n'a pu se bâtir - comme les pyramides d'Égypte - que dans un acte de foi et de solidarité, et dans le respect des principes qui l'avaient fondée.

□ Face à ces défis, comment analysez vous l'action de l'État et celle de la classe politique ?

□ Une "règle d'or" vient d'être proposée par l'Allemagne et la France. Déjà, quelques pays y adhèrent. Il est nécessaire et urgent que l'Europe en son ensemble adopte ce concept de réduction drastique des déficits publics. Encore faut-il s'entendre sur la méthode et les moyens d'y parvenir. Lorsque l'on sait que 54 % du budget voté par le Parlement se perd dans les sables mouvants de l'État, il y a gabegie et une gestion irrationnelle et discordante. Dans ce pourcentage, les budgets de l'Éducation nationale et celui des Armées ne sont pas pris en compte, pourtant essentiels pour une nation. Devrait-on en venir comme dans la nuit du 4 août 1790 à la suppression des nouveaux privilèges ? C'est une hypothèse à ne pas écarter.

Avant d'en arriver à cette nécessité, à cette urgence, examinons le présent et préparons l'avenir pour les générations qui nous suivent et celles qui viendront. L'apocalypse, si souvent annoncée pourrait aussi être désignée par le terme de mutation en profon-

deur de nos systèmes de gouvernance. La réduction du temps de gouvernance du Chef de l'État, quel qu'il soit, me semble une aberration. Gouverner, c'est prévoir, dit le dicton. En un si court laps de temps, cela devient impossible. Alors que, par ailleurs, les partis d'opposition, en France, démontrent plus d'intérêt pour leur propre accession au pouvoir, que d'amour véritable pour reconstruire notre pays.

Pour ce qui concerne la "règle d'or", je suggère qu'une agence de surveillance impartiale et supranationale européenne soit mise en place pour veiller au bon déroulement de celle-là. Mais également pour exercer une surveillance nécessaire des banques, des assurances et des bourses et *traders* afin qu'ils ne dérèglent plus le système mis en place. En effet tout le système financier européen a nécessairement besoin de règles et de garde-fous et d'un "gendarme" pour y veiller.

□ Quelle forme d'Europe envisagez-vous ?

□ Telle qu'elle existe aujourd'hui, la constitution européenne m'apparaît non seulement inappropriée mais également totalement désordonnée. La monnaie unique doit pouvoir continuer d'exister car elle nous est indispensable désormais, sans pour autant atteindre des niveaux surélevés qui ne peuvent que nuire à nos exportations ainsi qu'à la vie au quotidien. En revanche, cette constitution arbitraire autant que dérisoire devrait être remise à plat pour un examen plus réaliste de ce qu'il est possible et souhaitable de faire ensemble.

Il est plus clair que jamais, chacun des vingt-sept pays que l'on tente d'aligner sur un même

schéma n'ont ni les mêmes possibilités, ni les mêmes attachements, compte tenu de leur propre culture d'origine à laquelle ils demeurent ancrés. Je proposerais que des thèmes communs, aussi importants que la défense, l'éducation, la fiscalité et certains aspects de la technologie (comme cela existe pour Airbus) ou même des recherches scientifiques (comme pour ITER) fassent l'objet d'alliances au cas par cas et sur un nombre d'années à fixer et, bien entendu, renouvelables si les résultats s'avèrent positifs.

o Que pensez vous de la politique étrangère de la France ?

□ La France n'est pas seule, elle participe, au sein de l'Europe, à l'élaboration d'une politique commune extérieure et concourt militairement à la force commune de l'OTAN, c'est un fait indéniable. De surcroît, l'Angleterre et la France possèdent une armée qui fournit sur le plan humain et celui de l'armement une force de frappe très conséquente (sans oublier la force nucléaire de dissuasion), bien supérieure au reste de l'Europe. Cet état de fait a amené le président de la République française à prendre ses responsabilités pour entraîner ses partenaires, non sans difficultés, dans des missions essentielles, comme en Libye, mission approuvée par l'ONU et soutenue par l'OTAN. Rien n'aurait été possible sans cet aval.

Il faut aussi prendre en considération les bouleversements qui ont modifié l'échiquier méditerranéen depuis un an, secoué le monde arabe et l'Islam. Nous avons assisté au soulèvement "pacifique" mais parfois sanglant de populations qui aspiraient à la liberté et désireuses de mettre un terme

aux dernières séquelles de féodalités obsolètes et souvent dictatoriales. Cela prendra encore du temps et de la douleur pour instaurer une véritable démocratie, mais les premières pierres de cette fondation ont été posées. Dans ce contexte, un grand pays islamique, de tradition moderne et démocratique, est demeuré stable, c'est la Turquie. Dans son isolement actuel, elle ne se prive pas d'agir. Elle frappe les Kurdes dans leurs bases en Iraq et y pénètre militairement, sans que personne n'ose bouger, et demain si la Syrie continue à provoquer des incidents de frontière, elle pourrait être tentée de mettre au pas son voisin du Sud. Par ailleurs elle aide les nouveaux régimes d'Égypte et de Libye à programmer leur reconstruction. Il n'y a qu'un pas pour faire renaître de ses cendres l'empire Ottoman. La France et l'Europe doivent revoir leur copie. La Turquie doit être arrimée à l'Europe par des liens forts et préférentiels. Une sorte de statut à part, sans pour autant s'installer dedans. Il faut trouver la sémantique adéquate pour ne blesser personne. Mais agir vite.

□ Quelle est votre vision de la royauté ?

□ La royauté, précisons-le, n'est pas une institution politique, un système parmi d'autres systèmes, mais un principe par surcroît spirituel. La royauté ne signifie pas : "pouvoir d'un seul". C'est le rappel le plus parfait au principe d'unité qui est le caractère essentiel de la fonction royale et qui a permis à la France d'être une et indivisible. Le roi n'a pas vocation à légiférer, d'ailleurs le vieux dicton du droit français dit : « *Le Roi en son conseil. Les peuples de France en leurs États.* » Séparation des pouvoirs et décentralisation étaient déjà de règle. En revanche, le roi incarne la tradition dont il est la mémoire historique, vivante et dynamique. Tout le monde sait qu'il existe sept royaumes, un grand duché et deux principautés en Europe. Ils incarnent l'identité de leurs peuples.

Pour conclure, je suis intimement persuadé que la France a les moyens, les hommes et la richesse de son terroir pour accomplir la magnifique mutation que l'on attend d'elle : entrer dans la modernité du troisième millénaire, mais rien ne s'accomplit de durable, rien ne peut se faire sans justice et sans le respect de la dignité de l'être humain quel qu'il soit. J'ai lu ce jour cette phrase écrite par un philosophe péruvien, Fernand Carvello : « *Je n'ai jamais cru les prophètes de malheur. À chaque fois que j'ai senti l'appel du chagrin, je me suis tourné vers la réserve d'espoir que nourrissent l'histoire de France et sa littérature.* » Je laisse le dernier mot à Machinal : « *Il n'est rien de plus difficile de prendre en main, de plus périlleux à diriger, de plus aléatoire, que de s'engager dans la mise en place d'un nouvel ordre de choses.* » Et pourtant, il le faut, et vite. ■

Henri
Comte de Paris
Duc de France
30 août 2011